

GRESEA **échos**

revue trimestrielle
du groupe de recherche pour une stratégie économique alternative

Belgique-België

P.P. Bruxelles 1

1/1770

P601044

Envoi
non prioritaire
à taxe réduite

Destination: Allende

NACIONALIZACION



**DEL
COBRE**
LEY N° 17.450
1971

CORREOS DE CHILE



CASA DE MONEDA DE CHILE 1972

**Nationalisation:
l'expérience
chilienne**

**Récit
d'une analyse**

Raf Custers

Destination Allende: nationalisation; l'expérience chilienne

SOMMAIRE N°81

Etude de Raf Custers

Edito: La leçon chilienne/Erik Rydberg	p. 1
Terres mapuches	p. 2
Syviculture verticale	p. 5
Bachelet blues	p. 11
L'héritage Pinochet	p. 13
Allende comme Lumumba	p. 17
La ruée sur le cuivre	p. 21
La voie collective	p. 29
Hold-up (systémique)	p. 33
Socialiser l'économie !	p. 35

Gresea échos N°81

Trimestriel: Janv.-Fév.-Mars. 2015

Couverture: **Donald Sturbelle**

Réalisé avec le soutien de



Editeur responsable:

Erik Rydberg, c/o GRESEA

Disponible dans les librairies:

Librairie Cépages

22 Avenue Jean Volders 1060 Bxl

PTB Shop, 171 Bld Lemonnier 1000

Bxl

Librairie Tropismes

Galerie des Princes 11 1000 Bxl

Comité de rédaction:

Erik Rydberg, Bruno Bauraind, Raf Custers, Violaine Wathelet, Romain Gelin, Natalia Hirtz, Henri Houben.

Relecture et Mise en page:

Zahra El Grandi

Nathalie Van Verre

Abonnement:

8 euros/4 numéros

3 euros/numéro

CB: 068-2464659-13

IBAN: BE08-0682-4646-5913

BIC (swift): GKCCBEBB

GRESEA asbl

Groupe de Recherche pour une
stratégie économique alternative

Rue Royale 11, B-1000 Bruxelles

Tél. + 32 (0)2 219 70 76

Fax + 32 (0)2 219 64 86

Email: gresea@skynet.be

Site: www.gresea.be

La leçon chilienne

Dans les pages qui suivent: le Chili de l'ami Raf.

C'est naturellement aussi le Chili de l'ami Pablo – le «citoyen profond, patriote des quincalleries» qui s'inquiétait de savoir «si les grenouilles se surveillent et éternuent, si elles murmurent dans les mares contre les grenouilles illégales», il s'émerveillait sans cesse, d'un pied d'enfant, par exemple, qui «ne sait pas encore qu'il est pied et veut encore être papillon ou pomme». Homme du peuple, comme Raf: «J'ai vu les voleurs fêtés par des gentilshommes impeccables et cela se passait en anglais. Et j'ai vu des gens honnêtes, affamés, cherchant du pain dans le fumier.»¹

Pablo, c'est bien entendu le poète chilien Neruda, prix Lénine (1953), prix Nobel (1971), ressuscité en 1995 sous les traits de Philippe Noiret dans le film extraterrestre de Michael Redford, *Il Postino*, qui demeure pour nous orphelins une manière de refaire connaissance avec le grand homme². Car il est mort, Pablo, mort le 23 septembre 1973, quelques jours après l'assassinat de Salvador Allende, signé par Nixon et Kissinger, le 11 septembre, le «nine eleven» du Tiers-monde. Dans son tour d'horizon encyclopédique des heurs et malheurs des peuples asservis, Samir Amin évoque «la naïveté des dirigeants» de l'Unité populaire en 1971 lorsqu'ils nationalisent en juillet le cuivre chilien: «pour moi, il est évident que toucher aux surprofits des oligopoles nord-américains, c'est blesser la partie la plus sacrée – la seule sacrée – du corps américain. Lues comme une déclaration de guerre à Washington, ces réformes devaient être immédiatement l'occasion d'une intervention musclée des Américains.»³

Neruda, lui-même, voyait la chose venir. Il avait vécu de près la mort de la République espagnole et, malgré les actions de solidarité des dockers français et hollandais refusant de se plier à l'embargo décrété par Washington sur les exportations chiliennes de cuivre, le climat, au Chili était, bis repetita, celui d'une «propagande hitlérienne», d'un «usage extravagant de mensonges» et d'une «campagne tous azimuts mêlant menace

et effroi» contre le pouvoir démocratiquement élu⁴. Le Chili avait commis le crime de lèse-majesté pour lequel il n'y a pas de pardon.

Ni de sympathie là où on l'aurait attendue. Dans des pages signifiant son dégoût absolu du mensonge officiel, l'écrivain suédois Lars Gustafsson contraste les messages de solidarité du gouvernement social-démocrate (Olof Palme, Alva Myrdal, se proclamant «amis» d'Allende) avec la réalité crue devant ses yeux: ces tonnes de cuivre chilien bloquées au port de Västerås par injonction de Washington, mises sous séquestre jusqu'au remboursement par Santiago des multinationales étatsuniennes nationalisées: «Rien n'a autant marqué ma perception (...) de vivre dans un pays où 'socialisme', 'justice' et 'démocratie' se pavent dans tous les discours solennels alors qu'on s'en fiche avec une insouciance totale dans la réalité politique en Suède.»⁵

Bon. Pablo, c'est Pablo. Et l'ami Raf, c'est Raf Custers, l'auteur du grand angle qui va suivre. Le Chili de Raf, c'est toujours le cuivre, c'est toujours un hold-up sur les ressources du pays. Seules les techniques ont changé. Elles sont devenues plus subtiles...

Erik Rydberg



CarroCarro

¹ Citations extraites de *Vaguedivague*, 1958, poèmes traduits par Guy Suarès, 1971, réédités en Nrf poche 2013.

² Voir p.ex. http://www.liberation.fr/culture/1996/04/27/cinema-film-italien-au-succes-surprenant-le-facteur-prend-le-temps-d-installer-une-histoire-larenco_167314

³ Samir Amin, *L'éveil du Sud – L'Ère de Bandung 1955-1980*, éd. Le Temps des Cerises, 2008.

⁴ Pablo Neruda, *Memoirs – Confieso que he vivido*, 1974, trad. anglaise, Penguin Books, 1978.

⁵ Lars Gustafsson et Jan Myrdal, *Den onödiga samtiden*, 1974, éd. augmentée Manifest, 2002.

Le Chili à un tournant

Raf Custers, Gresea.

Ceci est le récit d'un voyage d'étude, enfin : le récit d'un cinquième de ce voyage. En 2013-14 notre chercheur Raf Custers a parcouru cinq pays en Amérique du Sud, les cinq pays du Cône Sud, à savoir le Brésil, l'Uruguay, l'Argentine, le Chili et la Bolivie. Il avait plusieurs objectifs. Tout d'abord vérifier les constats de Chasseurs de Matières Premières. La conclusion de ce livre était (et, là, on schématise) que les entreprises dominantes du secteur extractif (mines, minerais, pétrole) organisent leurs exploitations en enclaves – concessions fermées et détachées des économies environnantes – et qu'en même temps les autorités se retirent dans les capitales laissant un vide entre elles et les entreprises à l'intérieur duquel les citoyens sont laissés à l'abandon. Rassurez-vous : les citoyens ne croisent pas les bras et ce vide, s'il existe, vibre de dynamiques. Ces vibrations concernent le deuxième objectif de la recherche : voir de près les dynamiques progressistes qui traversent ces pays, que ce soit du côté des populations, avec les mouvements sociaux, les étudiants, les syndicalistes ou les populations indigènes, ou du côté des décideurs qui disent chercher le progrès, mais n'en ont pas toujours la marge de manœuvre (économique, financière, géopolitique) ou suivent, dans leurs choix, les marchés.

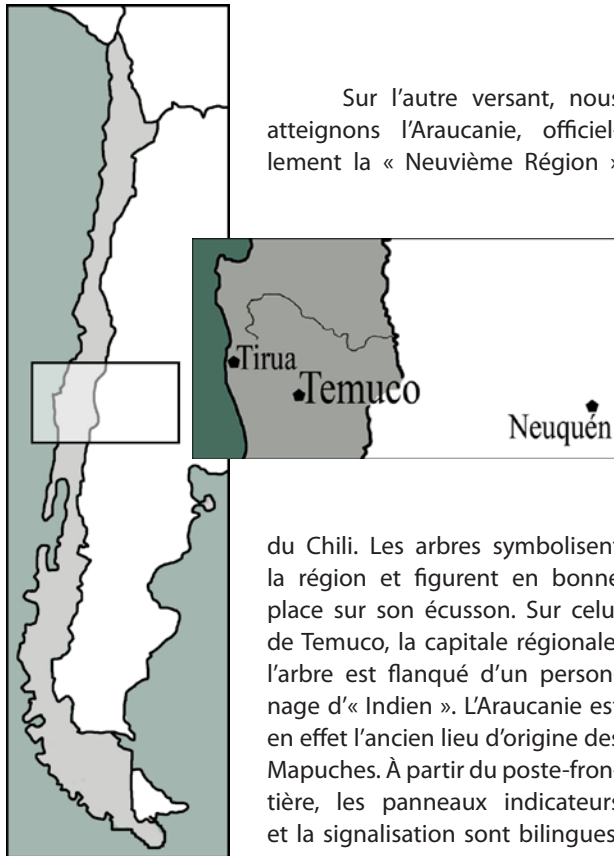
Dans ce Gresea Echos nous vous proposons une analyse du Chili, connu pour être le premier producteur de cuivre au monde, réputé à cause des politiques néolibérales de la dictature d'Augusto Pinochet (1973-1989), mais aussi admiré pour avoir exproprié (en 1971) et arraché les mines de cuivre des mains des entreprises multinationales américaines.

Mais cette découverte du Chili commence dans les régions forestières ou quelques-unes des plus grandes fortunes du pays se construisent au détriment des populations et surtout des populations indigènes. Ajoutons que le voyage se faisait à bord de CarroCarro, un minibus de type T4 Volkswagen (de 1991), à la fois capricieux et courageux, et que Raf était accompagné de Greet Brauwers et de leur fils Jazie. Voyager pour apprendre, c'est ce qu'ils ont fait. Voici une partie des souvenirs chiliens.

Venant de la direction de Neuquén, en Argentine, la route monte progressivement. Au fur et à mesure que nous grimpons, les araucarias sont de plus en plus présents. Il s'agit d'une sorte de pins étendant leurs branches en largeur, un peu comme des baleines de parapluie. Ils bordent les crêtes et se réunissent en bosquets à proximité des petits cours d'eau montagnards. La première fois que nous avons aperçu des araucarias, c'est à Curitiba, au Brésil, où nous avons campé près de deux semaines dans le jardin de Stefano, sous deux de ces arbres. Quand une branche ne tient plus, nous dit Stefano, elle cède et s'écroule alors à grand fracas sur le sol. Heureusement, nous avons été épargnés des chutes de branches. Les araucarias se trouvent près de son bungalow en bois. Le logis nécessite des réparations ; il est à vendre, mais personne n'en veut. Les éventuels acheteurs font demi-tour du fait que les arbres sont protégés et que, dès lors, on ne peut rénover entièrement le bungalow. Après avoir franchi les Andes, nous en avons appris davantage. Quelque chose ne tourne pas rond, avec les araucarias. Ils s'éclaircissent. Une mystérieuse maladie des arbres sévit, contre laquelle on ne peut pas faire grand-chose.

Araucania: terre Mapuche

Le Chili, un pays neuf. Pour l'atteindre, nous avons franchi les Andes pour la première fois. La Cordillera, comme ils disent ici. Pas vraiment les hautes Andes, car notre premier bivouac au Chili a lieu au pied du volcan Lonquimay, dont l'altitude ne dépasse pas 2890 mètres.



Sur l'autre versant, nous atteignons l'Araucanie, officiellement la « Neuvième Région »

du Chili. Les arbres symbolisent la région et figurent en bonne place sur son écusson. Sur celui de Temuco, la capitale régionale, l'arbre est flanqué d'un personnage d'« Indien ». L'Araucanie est en effet l'ancien lieu d'origine des Mapuches. À partir du poste-frontière, les panneaux indicateurs et la signalisation sont bilingues. Espagnol et mapuche, jusque

wixatuwe. Dans le bâtiment de la douane, heureusement, on a ajouté des pictogrammes, représentant des hommes et des femmes pressés, eux aussi, de s'y rendre.

L'été tire à sa fin. Un paysage en pente, avec des champs couverts de céréales et de bois d'un vert tendre comme nous n'en n'avons encore vu nulle part en Argentine. Au premier village après la frontière, c'est la fête. Partout, on rôtit de la chèvre. Nous sommes interpellés, en allemand, par un homme de l'endroit affublé d'un chapeau tyrolien. Dans les échoppes, on tire de la *piiz* au fût.

Il faut se faire à chaque nouveau pays. Et il nous faut pas mal de temps pour commencer à comprendre le Chili. Dans les premières boutiques du bord de route, nous trouvons peu de fruits et de légumes. Mais, bientôt, en ville, l'abondance nous fait de l'œil, dans les centres commerciaux onéreux aux marques chères. Cela non plus, nous ne l'avons vu nulle part en Argentine. Comment se passe le contact social, ici ? Les Chiliens semblent moins exubérants que les Argentins. Ce qui nous surprend par exemple, c'est que les automobilistes s'arrêtent spontanément aux passages pour piétons. Naturellement, les gens parlent différemment aussi. Après l'accent argentin, il va falloir une fois de plus s'adapter à celui des Chiliens.

Le lendemain, dimanche, nous atteignons Temuco, le centre de la Neuvième Région. La division en régions date de 1974, un an après que la junte militaire dirigée par le général Pinochet se soit emparée du pouvoir. Bien avant, le Chili avait déjà imaginé ce genre de répartition, afin de faire progresser chaque région du pays via des impulsions adaptées. Mais c'est la junte militaire qui a introduit les régions. Pour la junte, la répression passait au premier plan. Elle voulait se débarrasser une fois pour toutes des noyaux de résistance au sein du peuple. Les régions existent toujours. Et la résistance n'a pas disparu. L'Araucanie est d'ailleurs réputée: ici, ce sont les Mapuches qui incarnent la résistance.

Mapu-che signifie littéralement les gens (*che*) de la terre (*mapu*). Manifestement, les Mapuches vivaient ici dans la prospérité et en grands nombres quand les premiers colons espagnols sont arrivés, vers 1540. Les Mapuches ne se laissaient pas marcher sur les pieds. Ils ont gardé une certaine autonomie, même si, à intervalles réguliers, il y avait des confrontations avec les Espagnols. Avec le temps, ils ont conclu des accords commerciaux et ils ont fait des affaires avec le colonisateur. Provisoirement, l'administration espagnole trouvait encore suffisamment de terres dans les autres provinces.

Après 1818, les choses changent, quand le Chili devient un État indépendant. L'autorité centrale décide de mettre de l'ordre dans les régions autonomes et de coloniser tout l'intérieur du pays. Dès 1860, débute le *Ciclo de la Violencia*, la conquête par la force, du territoire mapuche. Les opérations militaires servent prétendument à apporter la paix et cette campagne est nommée, la Pacification. Mais l'armée n'a qu'un seul objectif, mater les communautés indigènes rebelles. L'armée installe une ceinture de forts et, à l'intérieur, isole hermétiquement les Lafkenche, les Mapuches de la région côtière. Ils sont ainsi coupés des Mapuches des vallées centrales de l'Araucanie. L'État se met à confisquer leurs terres. Tout le processus s'appuie sur un arbitraire rendu légal. Dans la vision que les Mapuches ont du monde, la *mapu* – la Terre (planète) ou la terre – constitue le noyau de leur existence. Ils estiment que la nature leur a donné le droit d'utiliser la terre afin d'y faire paître leurs troupeaux. Mais la « terre » couvre bien plus que le simple territoire. L'univers comprend les aires de vent, le climat, le firmament, le monde souterrain, mais aussi le paysage, la mer et les volcans des Andes, où se situent les sanctuaires mapuches. La terre donne également des plantes médicinales, comme le canelo, un arbre sacré (apparenté à « notre » magnolia) ou le *kvja*, utiles contre le diabète et l'ophtalmie. *Mapu* est tout autant une source de spiritualité que de nourriture.

Les Mapuches ne connaissent pas la propriété privée, contrairement aux Espagnols et aux Occidentaux. L'État chilien

en a abusé. Car, lorsque les opérations militaires ont été terminées, l'État s'est mis officiellement à accorder des droits de propriété et, durant cette phase, les Mapuches ont été particulièrement lésés. Le Chili attire désormais des colons, même d'Europe, qui s'établissent dans les régions pacifiées. Ceux qui désirent des actes de propriété doivent prouver qu'ils travaillent effectivement les terres. Selon les évaluateurs de l'État, ce n'était pas le cas des Mapuches. Les familles mapuches, notent les fonctionnaires, n'utilisent que les habitations et les quelques parcelles de terre qui les entourent. Ensuite, l'État a dérobé aux Mapuches les vastes territoires sur lesquels leurs troupeaux paissent. Vers 1900, dans la province d'Arauco, les Lafkenche n'ont même plus 1,5% pour cent de toutes les terres officiellement allouées. Tout le reste a été octroyé à des colons.

Manifestement, j'imagine, cette histoire correspond à un très lointain passé. Sinon, pourquoi le Mapuche est-il si omniprésent, dans la circulation en Araucanie, ou dans les dépliants à l'usage des touristes ?¹ Ou, pourquoi, y a-t-il un si joli musée mapuche à Cañete, où j'ai d'ailleurs trouvé des explications de la vision du monde des Mapuches ?¹ À Temuco, j'aborde la question avec Hélène Herting, une Belge qui, entre-temps, vit au Chili depuis plus de vingt ans. Les Mapuches ont dû arracher leur reconnaissance. D'où ces inscriptions dans leur langue. Mais cela n'est que l'aspect extérieur.

Le Chili compte peu d'autochtones. Lors du recensement de 2002, à peine 5% des 15 millions de Chiliens sont des indigènes. Probablement sont-ils environ un million. Neuf indigènes sur dix sont des Mapuches.

Durant certaines périodes de l'histoire récente du Chili, on a tenu compte d'eux. Une première fois dans les années 1960 et 1970, lorsque des gouvernements d'inspiration sociale ont décidé de réformer l'agriculture, et une seconde fois juste après la fin de la dictature. La *Reforma Agraria* des années soixante visait l'accroissement de la production agricole. Mais de grandes propriétés terriennes seront également redistribuées. Pour la première fois, les Mapuches récupèrent des terres et participent

activement à un projet de reboisement à grande échelle. À partir de 1970, le Front populaire dirigé par le président Salvador Allende prend explicitement les Mapuches en considération. Le président instaure une commission pour la restitution des terres saisies.

La commission ne pourra toutefois pas terminer son travail. La junte d'Augusto Pinochet mettra un terme à la réforme agraire et entamera une *contrareforma* des plus brutales. Les Mapuches seront chassés des terres qui venaient tout juste de leur être octroyées. La dictature ira jusqu'à supprimer les Mapuches en tant que peuple. Les indigènes n'existent plus, ils doivent « s'assimiler » et seront désormais des « Chiliens ».

Sur toute la ligne, le régime militaire restaure le passé. La politique économique est calquée sur les intérêts des grandes entreprises privées et les petites entreprises sont laminées. Jusqu'au moment du coup d'État, le Chili possédait un secteur industriel relativement développé. L'industrie représentait un cinquième de l'économie. Mais, sous la dictature, ce secteur sera confronté à des difficultés. De plus en plus de biens de consommation seront importés. Et, après la dictature, il n'y sera jamais remédié. Aussi est-on surpris qu'au

Chili, la vie soit beaucoup plus chère qu'en Argentine qui, toutefois, a conservé sa propre industrie de transformation. La dictature s'est cramponnée avec entêtement à une doctrine de choc néolibérale. C'est pourquoi elle a supprimé les interventions de l'État dans la vie sociale et économique. La junte allait ainsi privatiser quelque 500 entreprises d'État et les céder à bas prix à des entrepreneurs privés. Les petites gens en ressentiront les conséquences. Le chômage et la pauvreté vont augmenter à vue d'œil. Les trois premières années, la dictature transfère ainsi « des milliards des travailleurs vers les capitalistes et les propriétaires terriens ».² C'est ainsi que la chose est décrite par Orlando Letelier, un homme politique chilien réfugié aux États-Unis et qui sera assassiné par un commando terroriste envoyé par le dictateur Pinochet.



Emblème de Temuco

¹ <http://www.museomapuchecanete.cl>

² Letelier, Orlando, *The Chicago Boys in Chile, 1976* (cité dans Klein, Naomi, *La stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre* (Actes Sud, 2008).

Pour l'industrie lourde et l'exploitation minière, l'administration militaire désirait de préférence attirer le grand capital étranger. Dans le secteur agricole et forestier, il en sera autrement. Ce secteur devient le terrain d'action privilégié de la bourgeoisie chilienne. La junte stimula la sylviculture industrielle. Les entrepreneurs doivent planter des essences d'arbres à croissance rapide. Ils y sont encouragés par des primes fiscales et des subsides. Cela marque le début de la monoculture. D'immenses plantations de pins et d'eucalyptus : on ne voit plus grand-chose d'autre en Araucanie et dans la (Huitième) Région toute proche de BioBio. Une fois de plus, les Mapuches ont été soumis à de fortes pressions.

Après la dictature, les choses semblent à nouveau aller un peu mieux pour les Mapuches. Le premier gouvernement de l'après-Pinochet suscite de nouvelles attentes. Patricio Aylwin accède alors à la présidence. En 1993, son gouvernement adopte la Ley Indígena, la loi portant sur les indigènes. Une fois de plus, on rend des terres aux communautés mapuches. Une « corporation » est créée, la CONADI, pour le développement des communautés indigènes.¹ Mais le gouvernement ne se montre pas conséquent. Alors qu'il prétend aider les indigènes, il poursuit en fait la même politique que la dictature de Pinochet. Il stimule les grands projets. Le fils du président Aylwin, José Aylwin, défend depuis des années déjà les droits des Mapuches et, selon lui, il y a, à ce moment, une rupture définitive. José Aylwin prétend qu'on a accordé à cette époque une priorité définitive aux grands projets, dans le secteur de l'énergie (entre autres, via la construction d'une centrale hydraulique) et dans l'exploitation forestière, où le secteur privé s'emploiera intensivement. Les groupes indigènes n'ont pas leur place dans le plan de développement des grands projets.

La CONADI, le nouvel organisme participatif, perdra bien vite de son autorité. « Bien des organisations ont alors rompu avec l'État et les institutions étatiques », note José Aylwin.² Par la suite, la confiance ne se rétablira jamais.

Des sylviculteurs tout-puissants

Chemin faisant, trois exploitants forestiers se muent en colosses dépassant de loin tous les autres acteurs du secteur. Il s'agit des entreprises Arauco, CMPC et Masisa. La plus grande entreprise est Arauco, fondée en 1967. Elle est aujourd'hui, un imbroglio de filiales et de sous-filiales qui, en 2013, réalisent un bénéfice (brut) de 1,143 milliard de dollars. Ce groupe est

¹ CONADI : *Corporación Nacional de Desarrollo Indígena (Corporation nationale du développement indigène)*.

² Marimán, Pablo et Aylwin, José, art. *Las identidades territoriales mapuche y el estado chileno: conflicto interétnico en un contexto de globalización*, dans : *Gobernar (en) la diversidad: experiencias indígenas desde América Latina. Hacia la investigación de co-labor*, Flacso, Publicaciones de la casa chata, 2008, p.138.

contrôlé par les Angelini (Roberto et Patricia Angelini Rossi). Outre Arauco, leur holding AntarChile comprend également la marque de carburant COPEC, un réseau de stations essence qui couvre tout le Chili, de même que des entreprises spécialisées dans la pêche et le secteur de l'énergie. Arauco, le joyau du groupe, est surtout connu pour ses usines où l'on transforme le bois en cellulose et en pâte à papier. La fortune personnelle de Roberto Angelini s'élève à 1,6 milliard de dollars, celle de Patricia à 1,3 milliard.³

Le deuxième colosse, CMPC, existe depuis près d'un siècle. Ce groupe a principalement des intérêts dans l'industrie du bois et de la cellulose. En 2013, il réalise 964 millions de dollars de bénéfice brut. À la tête de CMPC, on trouve également une famille, les Matte. Bernardo et Patricia Matte sont chacun à la tête d'une fortune d'environ 2,6 milliards de dollars. Les Matte utilisent leur influence pour bloquer les changements progressistes dans l'ordre politique chilien. Par exemple, Patricia Matte siège à la direction du groupe libéral de lobbying *Libertad y Desarrollo* (liberté et développement). Depuis 2012, ce groupe d'experts mène une campagne contre une réforme fiscale. Nous y reviendrons.

Le troisième acteur important dans l'industrie du bois est Masisa, qui produit du bois pour l'ameublement et l'habitat. La matière première vient des forêts de Masisa. En 2013, l'affaire rapportait 240,8 millions de dollars de bénéfice brut. Masisa est surtout actif en dehors du Chili. Début 2014, Masisa vend 62.000 hectares de forêts chiliennes au méga-spéculateur américain de l'immobilier, Hancock qui, pour ce faire, débourse plus de 200 millions de dollars. Arauco, CMPC et Masisa sont de gros propriétaires fonciers. Ensemble, ils gèrent près de 80 pour cent des forêts reboisées du Chili. Mais ils possèdent également des plantations dans d'autres pays d'Amérique du Sud. Les Angelini dépassent tout le monde. Au Chili même, ils ont en main plus de 1,1 million d'hectares de bois, dont 793.000 de plantations, la plupart de pins.

Début 2014, Arauco reçoit l'autorisation d'étendre son usine un peu au nord de la ville d'Arauco, pour tripler la production de 850.000 tonnes à 2,1 millions de tonnes par an. Les maires des communes voisines d'Arauco et Los Alamos n'en sauront rien. « Nous aussi, nous avons dû l'apprendre par les journaux », réagirent-ils. Le Chili dispose d'instruments pour consulter la population et lui permettre de participer à la décision des projets qui touchent ses intérêts⁴.

Dans ce contexte, ce sont les forces de la mondialisation qui prévalent. Le Chili fournit du bois et de la pâte à papier au

³ *Billionaires List, Forbes Magazine*.

⁴ *Ils sont cependant rarement utilisés.*

marché mondial. L'exportation de ces matières premières représente un sixième des exportations totales du Chili. En 2012, une fois de plus, 15% en plus de bois et de pâte à papier sortent du pays. Cela impressionne dans les milieux internationaux.

Cette expansion suscite inévitablement des résistances. Depuis quinze ans déjà, à Ranquil, dans la région de BioBio, pêcheurs, paysans et viticulteurs s'opposent au développement d'une usine de pâte à papier d'Arauco. Nueva Aldea, tel est le nom du site. Quand il a été aménagé, il pouvait produire plus d'un demi-million de tonnes de cellulose par an (pour les mouchoirs en papier et les couches-culottes), mais sa capacité a systématiquement été étendue. Arauco pensait résoudre le problème des eaux usées de façon simple, en les évacuant tout bonnement dans la nature, d'abord dans le fleuve Itata, ensuite via une canalisation souterraine débouchant dans la mer. C'est pour cette raison que la population de Ranquil est entrée en conflit avec Arauco. Ils continuent à se mobiliser et à aller en justice contre les dégâts environnementaux réels provoqués par Nueva Aldea. La pollution fait également des dégâts sur le plan social. Les petits producteurs qui vivent de la nature n'en peuvent plus. Ailleurs, à BioBio et dans les régions avoisinantes, des conflits similaires sont en cours.¹

La grande industrie forestière prospère. Les gens, eux, se portent de plus en plus mal. L'État ne les protège pas, il protège l'industrie, entre autres par des subsides. C'est ainsi que l'Observatoire des droits de l'homme (dirigé par José Aylwin) résume la situation. En 2011, le secteur prétendait assurer du

travail à 700.000 personnes. C'était grandement exagéré. Deux ans plus tôt, l'exploitation forestière n'employait même pas 120.000 personnes. La sécurité de l'emploi n'existe pas. Les emplois surgissent et disparaissent en fonction des besoins en matières premières du marché extérieur. Les forêts n'apportent aucune prospérité en Araucanie et à BioBio. Ce sont précisément

les régions les plus pauvres du pays. Un quart des habitants y vivent dans la pauvreté. Dans la province de Cautin (en Araucanie), ils sont même un tiers.²

« L'industrie forestière », écrit l'Observatoire, « va de l'avant avec la colonisation du territoire ». L'industrie force les communautés mapuches et les petits propriétaires à renoncer à leur existence et à leurs coutumes, de sorte qu'eux-mêmes se mettent à travailler pour l'industrie. »³

L'Araucanie est divisée en camps polarisés. Les Mapuches sont repoussés vers des territoires de plus en plus exigus. La répression y est monnaie courante. « Ici, actuellement, nous vivons en état de siège », dit Hélène Herting. Les Carabineros de la police paramilitaire patrouillent 24 heures sur 24 dans des véhicules blindés. La police et la justice font ce qu'elles veulent. Les villageois sont hors-la-loi. Sans arrêt, leurs droits sont violés. Des gens sont enfermés arbitrairement et sans preuve pour de longues périodes. On maltraite des enfants.

La chose a d'ailleurs été dénoncée par une mission étrangère. « Le racisme vis-à-vis des indigènes n'a jamais été aussi virulent », ajoute Hélène Herting. Les traumatismes sont

¹ Aylwin, José, Yáñez, Nancy en Sánchez, Rubén, *Pueblo mapuche y recursos forestales en Chile: devastación y conservación en un contexto de globalización económica*, Observatorio ciudadano-IWGIA, Temuco, novembre 2013.
² Aylwin e.a., o.c., 2013.

Tableau. Les plus importants sylviculteurs du Chili

	Arauco	CMPC	Masisa
Ebitda 2013 (bénéfice brut avant intérêts, impôts et amortissements)	1143 millions dollars	964 millions dollars	240,8 millions dollars
	1,6 million d'ha (Chili 68 %, Argentine 16 %, Brésil 9 %, Uruguay 7 %) - 1.116.450 ha au Chili - dont 739.275 ha ou 66 % de plantations - dont 595.988 ha ou 80 % de pins et 140.401 ha d'eucalyptus	677.000 ha au Chili, au Brésil et en Argentine	226.433 ha au Chili, au Venezuela, en Argentine et ailleurs - 145.651 ha via Chile FGT et Chile Masisa
Activités	°1967 - bois et papier - AntarChile comprend COPEC, sylviculture, pêche, distribution de carburant, énergie & exploitation minière et autres	°1920 - bois et papier	bois, placages..

Sources : rapports annuels 2013, d'AntarChile, Arauco, CMPC et Masisa.

¹ Mapa de conflictos socioambientales en Chile, Instituto Nacional de Derechos Humanos, december 2012, 293 p.

profonds dans les deux camps. « Les jeunes Mapuches ne veulent plus parler. La haine ne s'en va pas. C'est la guerre qui vient ici, comme entre Israël et les Palestiniens. »

La violence est réelle. Il y a souvent des attentats. On allume des incendies dans les plantations de pins et d'eucalyptus. Un dimanche matin, un petit avion monomoteur jaune survole le camping aux abords d'un des lacs de LleuLleu. Y aurait-il le feu quelque part ? Va-t-il l'éteindre ? De mémoire d'homme, LleuLleu est un territoire mapuche. Dans toute la région, des incendies de forêt se déclarent. Les avions et les hélicoptères qui viennent les éteindre sont attaqués. La presse met de l'huile sur le feu. Le 4 mars, un titre du journal *El Mercurio* attire mon attention. Le journal voit les incendies de forêt se multiplier dans tout le pays, « mais surtout les incendies allumés dans le territoire mapuche de l'Araucanie ». Les incendies criminels, ce sont donc les Mapuches. *El Mercurio* établit le lien direct. La zone du « conflit mapuche » est Zone rouge, « en dehors, il fait calme », explique un directeur de la Fédération forestière. Pour étayer ses dires, *El Mercurio* sort des statistiques. Elles émanent de la Fédération forestière et de la Fédération du bois. Mais ces sources inféodées à la grande industrie ne sont pas en-dessous de tout soupçon.¹

À chaque incident, la situation s'aggrave. La violence exacerbe les problèmes inter-ethniques, écrit José Aylwin, « et complique précisément plus encore la réparation de l'injustice et de la discrimination dont les Mapuches sont victimes ». ² Mais les choses ne se limitent pas aux sabotages et aux incendies. Pendant que nous sommes à Temuco, le procès Luchsinger se termine. La maison des Luchsinger, un couple âgé d'origine suisse, a été incendiée. Le couple a perdu la vie. Près de la maison, on a appréhendé un sacerdote, un prêtre mapuche. Son alibi n'était pas clair et il a été accusé de double homicide. Le procès attise les émotions. Les Mapuches n'attendent rien de la justice. Des Mapuches ont été abattus par des carabineros dans des cellules de la police. L'affaire n'a pas donné lieu à un procès

¹ Alvarez, Fabian, *Se duplican incendios forestales y crecen los provocados en zona mapuche de La Araucanía. Cifras de la Coporación Nacional Forestal*, *El Mercurio*, 4 mars 2014.

² Aylwin, José, *Los dilemas del estado en la Araucanía*, 5 janvier 2014, <http://www.monitoreandoderechos.cl>

correct. Le carabinero qui a tué Matias Catrileo « avec une violence excessive », n'a même pas dû aller en prison. Il s'en est sorti avec trois ans « sous surveillance ». ³ Les policiers comparaissent devant un tribunal militaire et ne reçoivent que des peines légères, ou pas du tout. Mais les suspects civils tombent sous la Loi Antiterrorisme. De longues années de prison les attendent.

La petite ville côtière de Tirua a des allures de Gaza. Si

ce que j'entends dire est vrai, c'est une véritable intifada mapuche, qui y fait rage. La petite ville borde l'océan, au nord de Temuco et juste au-delà de la frontière entre les régions d'Araucanie et de BioBio. De Temuco à Tirua, il n'y a pas de route carrossable. Pour y arriver, nous devons faire un périple de 200 kilomètres. Pendant tout le trajet, nous n'apercevons que des arbres. Des arbres plantés, parfaitement alignés en rangées monotones et couvrant des collines entières. Celles-ci ne présentent que deux variétés de couleurs. Des étendues rous-sâtres d'eucalyptus, et d'autres, verdâtres, de pins. Ou alors des



Arauco, première entreprise forestière du Chili

zones déboisées. Dans ce cas, les troncs sont empilés le long de la route, prêts à être emportés par les camions vers les scieries de la région, mais surtout vers les usines situées sur le golfe d'Arauco.

À Cañete, nous prenons à gauche en direction de Tirua. Le paysage est très vallonné. À un moment, la route grimpe vers une hauteur d'où nous apercevons l'océan et, l'instant d'après, elle descend en pente raide vers une petite baie avec quelques habitations. L'entrée à Tirua est frappante. Il y a des réverbères de part et d'autre de la route, avec un éclairage moderne des rues à l'énergie solaire. C'est la première fois que nous voyons cela au Chili. Cette histoire d'intifada est des plus surprenantes. Quand nous entrons à Tirua, la ville a un aspect de tous les jours. Les gens font leurs courses dans la rue principale. Aux abords du cours d'eau, les pêcheurs hissent sur le quai des bacs en plastique avec leurs prises. Tirua se situe à l'embouchure du fleuve, au niveau de la mer, entre deux collines. La petite ville ouvre toute grande la bouche, comme un entonnoir orienté vers la mer. Le fait qu'on ne soit jamais en sécurité, ici, est dû à une autre raison. Toute la côte chilienne est une zone sismique. Elle suit la ligne de fracture entre deux plaques tectoniques, dans

³ Aylwin, José, *Ibidem*.

les profondeurs du sous-sol. Ces plaques frottent l'une contre l'autre. Cela crée des secousses en permanence, quatre ou cinq fois par jour, au Chili. Quand il s'agit de petites secousses, de tremblores, personne ici ne laisse son assiette en plan, personne ne s'en effraie. Au contraire, pensent bien des gens : Qu'il y en ait beaucoup, seulement, de ces tremblores, ainsi les vrais tremblements de terre, les terremotos n'auront pas lieu. Ces séismes sont un grand danger, surtout s'ils se produisent en mer car, dans ce cas, ils peuvent soulever l'eau de l'océan et pousser un tsunami vers la côte. Ici, le dernier tremblement de terre a eu lieu le 26 février 2010. Un raz-de-marée à inondé la ville, rien n'a pu l'arrêter.

Reconstruire est une activité quotidienne. La digue a été renforcée et on transforme le front de mer en un parc avec des îlots de verdure et des arbres. La municipalité expose la maquette à l'Hôtel de Ville qui pour l'instant est encore un bâtiment en préfabriqué. En ville, des panneaux indiquent aux gens la direction vers les zones d'évacuation situées plus haut. Si une véritable secousse se produit, accompagnée éventuellement d'un tsunami, tout le monde s'y réfugiera.

Le maire de Tirua est mapuche, il s'appelle Adolfo Millabur. Millabur a la réputation d'être pugnace. Il est non seulement l'alcalde de Tirua, mais dirige aussi la coordination de toutes les communautés mapuches à BioBio, en Araucanie et dans les régions plus au sud. « Il s'occupe même de la mer », dit une dame de l'administration municipale, de la pêche aussi. À l'Hôtel de Ville de Tirua, je demande à voir Millabur. Je tombe mal, il ne reviendra de vacances que dans une semaine. On me conseille de joindre Miguel Ligempe. Il siège à la corporation nationale pour le développement indigène, la CONADI, dont l'existence est instable. Je parviendrai une seule fois à voir Ligempe, par hasard, il me promet une rencontre le lendemain. Le rendez-vous n'aura jamais lieu.

Insister n'a guère de sens. Mais nous nous ménageons une porte de sortie. Il y a une « mission » à Tirua, où travaille un prêtre, un « révolutionnaire » qui défend les Mapuches. La « mission » s'avère être la maison de Carlos Bresciani, un jésuite et un Chilien « blanc ». Il aide à structurer la communauté mapuche. L'une de ses réalisations est Relmu Witral, la boutique de laine des femmes mapuches. Bresciani reste réservé à propos des hommes politiques de Tirua. Le camp adverse, dit-il, sème la discorde, la méfiance et le découragement. Il y a des Mapuches qui hésitent ou qui décrochent, d'autres qui se radicalisent. Le consensus ne règne pas. Le prêtre explique toutefois, sans mâcher ses mots, que la clé se situe du côté de l'État chilien : « Si l'État restitue les terres, reconnaît les Mapuches et leur accorde l'autonomie politique, il y aura moins de violence », explique Carlos Bresciani.

Début 2014, l'espoir de voir le conflit se débloquent pointe du nez. Michelle Bachelet, qui a déjà été présidente auparavant, a de nouveau été élue et, cette fois, elle bénéficie au Parlement d'un appui un peu plus confortable de la gauche. L'un des premiers personnages en vue de l'Araucanie à lui rendre visite est Francisco Huenchumilla (de la Democrata Cristiana). Il est l'intendant – l'administrateur – de la Neuvième Région, l'Araucanie. « Nous avons tout ce qu'il faut pour résoudre la chose », déclare Huenchumilla, « nous devons seulement l'appliquer ». Il fait allusion aux accords internationaux sur les droits des peuples indigènes. Le Chili a souscrit à ces accords. Il y est dit que les communautés indigènes doivent pouvoir disposer de façon autonome de leur développement et qu'elles doivent avoir leur part de ce que rapporte l'exploitation des richesses naturelles. « Cela, les Mapuches ne l'ont pas inventé », ajoute Huenchumilla, « ce sont les lois de la République ! »¹ Nombreux sont ceux qui nourrissent de grands espoirs, au sujet de Bachelet. Mais a-t-elle assez de marge de manoeuvre pour y arriver ? Le 11 mars, Bachelet est officiellement intronisée au Congrès chilien à Valparaiso.

Valparaiso: Changement de pouvoir

Le mardi 11 mars 2014 n'a rien d'un jour ordinaire. Pour le Chili, c'est un grand jour. Les parlementaires élus et la présidente prêtent serment. La cérémonie a lieu au bâtiment du Congrès, à Valparaiso. Des chefs d'État du monde entier sont venus présenter leurs respects. De l'Amérique latine, quasiment personne ne manque à l'appel. La sécurité a été renforcée, les contrôles à l'entrée sont impitoyables.

Mais les services du protocole ont commis une bévue. À certains journalistes, ils ont donné des badges ordinaires et il s'avère que ceux-ci ne sont pas valables pour cette circonstance particulière. Nous sommes parmi les malchanceux. Et, si nous avons fait la file à l'entrée officielle avec ces badges non valables, nous y serions encore aujourd'hui. Mais, grâce à une ruse, nous parvenons quand même jusqu'au bunker où siège le Congrès. Un monsieur qui y travaille (il a fait ses études en Belgique) nous prend dans sa voiture et entre dans le bâtiment via le parking souterrain. Le préposé à la barrière nous salue amicalement. Simple ! Une fois que nous sommes à l'intérieur du bâtiment, plus personne ne nous pose de questions. Le Parlement chilien siège dans la ville portuaire de Valparaiso, et non dans la capitale Santiago, située à une centaine de kilomètres à l'intérieur des terres.

¹ Martinic, I., Gutierrez, N., Henriquez, YS., Huenchumilla sugiere ahora que Chile cambie su Constitucion a un "Estado plurinacional", dans *El Mercurio*, 18 mars 2014.

Le Chili a hérité cette situation de la dictature d'Augusto Pinochet. Sa junte ne pouvait rien entreprendre avec le Parlement et il l'a donc mis « en congé ». À la fin des années 1980, il devient clair que Pinochet devra céder le pouvoir à un régime « démocratique ». C'est alors qu'il décide que le Parlement se réunira en dehors de Santiago – « pour décharger un peu l'administration centrale à Santiago », comme le mentionne de façon assez simpliste le guide Trotter. Pinochet a donc fait ériger un nouveau bâtiment du Congrès à Valparaíso, la ville où il est né.

Le bunker s'est mué en un gâchis mégalomane d'au moins 60.000 mètres carrés. Dès 1990, les députés et les sénateurs s'y sont réunis. Les gouvernements qui sont venus après la dictature ont laissé les choses telles quelles. Ils n'ont pas ramené le Parlement à Santiago.

Notre ruse nous a permis d'arriver très tôt. Les députés ne se pointent encore qu'au compte-gouttes à l'intérieur. J'en reconnais quelques-uns, d'après les affiches électorales qui sont encore collées partout. Je promène mon regard dans les couloirs. Greet filmera la cérémonie. Elle installe son trépied avec caméra sur le balcon. Le lendemain, un journal fera savoir qu'« un couple belge de réalisateurs de documentaires » était de la partie.

Ce Congrès est l'occasion d'une primeur. Lors des élections de fin 2013, quatre dirigeants estudiantins ont été élus au Parlement. Eux aussi vont aussitôt prêter serment en tant que députés fraîchement élus. Ils occupent la place centrale. Les « quatre » ont souvent défrayé la chronique, lors des protestations estudiantines houleuses des dernières années, et ils ont établi leur réputation de leaders émancipés, soutenus par une base très large et attentive.

La première que j'aperçois est la jeune communiste Camilla Vallejo. Elle est très remarquée, avec son bébé dans une écharpe de portage, les caméras se pressent autour d'elle. Quant à Karol Cariola, une communiste elle aussi, nous ne la verrons qu'en cours de séance. Giorgio Jackson, dans un costume strict, avec une cravate rouge, est interviewé. Gabriel Boric paraît en « tenue de ville », pour la circonstance. C'est de lui qu'on

attend le plus beau feu d'artifice. Boric vient de Magallanes, à la pointe la plus au sud du Chili. Dans quelques instants, après avoir lui aussi prêté serment et récolté les applaudissements de la tribune, il brandira un poing serré de façon démonstrative. Et, plus tard, quand l'hémicycle se videra pour assister à l'intronisation de la présidente Bachelet, il déploiera encore rapidement la banderole de Magallanes.

Ces quatre-là vont en faire voir à la caste politique. Ce mandat, ils le tiennent de leur base. Dans les couloirs du Congrès, on leur demande aussi coup sur coup : Allez-vous

représenter les étudiants ? N'allez-vous pas leur tourner le dos, maintenant que vous occupez cette position ? Les quatre ont dirigé les organisations des étudiants. Ils se sont radicalisés avec les étudiants. Et, désormais, ils refusent avec fermeté de laisser tomber le mouvement de protestation.

Le mouvement a démarré en 2011. Sa principale revendication : un enseignement démocratique qui soit accessible à tous. D'année en année, le mouvement s'est étoffé. En 2001 et en 2006, il

y avait déjà eu des protestations. À l'époque, elles ont échoué devant l'arrogance du pouvoir. Mais la nouvelle vague de protestations est plus massive, mieux organisée et très déterminée. Tout le monde au Chili connaît Boric, Vallejo et consorts. Et leurs successeurs font tout aussi forte impression.

Au Parlement, les groupes de droite restent néanmoins forts. Je les observe durant la prestation de serment ; ils occupent les sièges en dessous de la tribune de presse. Ils sont très occupés avec leurs smartphones, ils posent pour un selfie, ils bavardent entre eux.

À la cafeteria, je tombe sur une élue du parti de droite UDI. Elle s'appelle Andrea Molina, c'est un ancien modèle, elle a été actrice (dans La Historia de Sussi) et elle marche sur des talons aiguilles vertigineux. Elle a épinglé un bouton : « SOS Venezuela ». Je lui demande ce qu'elle entend par-là. Elle soutient les protestations de la rue au Venezuela, contre le président Maduro. D'après elle, Maduro doit débarasser le plancher. Je lui rétorque que Maduro a été élu. Possible, répond-elle, mais



Tirua, drapeau mapuche et calicot contre l'entreprise agrochimique Monsanato

le peuple veut qu'il s'en aille. Nicolas Maduro a succédé à Hugo Chavez, décédé un an plus tôt.

En 2002, Chavez, l'homme de gauche, a dû se défendre d'un coup d'État. Grâce à des témoignages de soutien massifs du peuple, les putschistes n'ont tenu le coup que quelques jours et Chavez a pu réintégrer ses fonctions. La droite et la classe aisée n'ont toutefois jamais renoncé à leur ambition de diriger le pays en fonction de leurs intérêts. Et, début 2014, ils se livrent à une tentative de déstabilisation du président Maduro. Au Parlement chilien, Andrea Molina sympathise à sa manière avec les protestations de rue en cours en ce moment au Venezuela. Les meneurs dégoisent sur « le marxisme » du gouvernement – tout comme les putschistes chiliens le faisaient dans les années 1970. Les foules qui protestent alors au Venezuela sont attisées par des meneurs dont on aurait peine à croire qu'ils sont des gens « du peuple ». Les protestations font toutefois de l'effet. Maduro est confronté à une crise sérieuse. C'est pour cette raison qu'il est le seul président sud-américain à n'être pas présent lors de la prestation de serment de Michelle Bachelet à Valparaiso. Une fois que celle-ci aura prêté serment, elle prendra par principe la défense du gouvernement Maduro. « Nous défendons un gouvernement qui a été démocratiquement élu », déclare Bachelet, « et que des individus, une minorité, tentent d'évincer. C'est inacceptable. »¹ Tous les chefs d'État de l'Amérique latine se profilent ainsi contre les putschistes.

À l'instar du Venezuela, le Chili est scindé en deux couches sociales, les pauvres et les gens très riches. Est-ce par hasard pour cette raison qu'il est devenu membre de l'OCDE, qui est quand même avant tout un club des pays les plus riches ?² Nulle part au sein de l'OCDE, même pas aux États-Unis, le fossé entre riches et pauvres n'est aussi large et profond qu'ici. On le voit partout au Chili et aussi à Valparaiso. Le poète Pablo Neruda, lauréat du prix Nobel, qui n'a jamais plié devant la dictature, était fou de cette ville au bord de l'océan. « Un tout petit point sur la planète s'éclaircit... La ville étincelle dans la nuit de l'univers. » C'est en ces termes que Neruda la décrivait. Ce lyrisme s'en est allé depuis longtemps. Des dockers en grève bloquent le port, ils ne veulent pas que les activités soient cédées à des entreprises privées. Plus loin, sur la côte, dans la station balnéaire mondiale de Viña del Mar, les gens fortunés s'amusent dans les casinos. Mais, à Valparaiso, les miséreux s'entassent dans les quartiers de la périphérie qui surplombent la ville et auxquels on n'accède que par des escaliers raides

¹ Michelle Bachelet : « *Tenemos que defender a un gobierno elegido democráticamente que algunos, una minoría, quieren derrocar por la fuerza. Esto es inaceptable* ». *El Mercurio*, 5 avril 2014.

² OCDE, *Organisation pour la collaboration et le développement économiques. En dehors du Chili, seuls trois autres pays de la périphérie en sont membres : le Mexique, la Turquie et la Corée du Sud. Les autres membres sont 21 des 28 États membres de l'UE, l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.*

ou par l'un des petits téléphériques qui rendent Valparaiso si « pittoresque ».

Peu de temps après cette journée mémorable, un incendie éclate dans cette banlieue pauvre. Près de trois mille habitations s'en vont en flammes. Des habitations ? Des cabanes, plutôt. 2900 cabanes sont détruites et quinze personnes décèdent. La catastrophe touche 12.000 familles. L'aide vient par à-coups. Les étudiants vont donner un coup de main. Mais ils ne peuvent pénétrer dans la zone sinistrée. Les familles touchées reçoivent des « vouchers » du gouvernement, des bons d'achat de vêtements. Mais elles ne peuvent échanger ces bons que dans les magasins de Ripley, Falabella et Paris, les chaînes qui appartiennent aux familles les plus fortunées du Chili. Des médias critiques, comme The Clinic, conspuent cette philanthropie. « C'est », écrit un étudiant sur le site de The Clinic, « comme si nous étions retournés vivre au temps des mines de salpêtre. » À l'époque également, les travailleurs ne pouvaient faire leurs achats que dans les magasins des patrons.

Le Chili a ses centres commerciaux et grandes surfaces à l'occidentale où l'on trouve de tout. Les propriétaires font partie du petit cercle illustre des milliardaires chiliens. Mais les gens qui y travaillent ne s'en sortent pas avec un seul emploi. Parmi ces travailleurs, on trouve un grand nombre de lycéens et d'étudiants. Ils travaillent en tournante aux caisses. Ils emballent ce que les clients achètent et se font ainsi un peu de monnaie. Les étudiants jobistes des caisses doivent acheter eux-mêmes leur uniforme de magasin et céder une commission aux agences d'intérim qui leur ont assuré ces petits boulots.

Les étudiants sont obligés de travailler, pour pouvoir financer leurs études. Car l'enseignement aussi, du primaire au supérieur, est scindé entre riches et pauvres. Depuis bien longtemps, l'enseignement n'est plus un droit, mais une marchandise uniquement destinée à qui peut la payer. Cela n'a pas toujours été le cas. La ségrégation dans l'enseignement est une conséquence du bouleversement politique et économique qu'a dû subir le Chili dans les années 1970 et 1980 sous la dictature de Pinochet. Il s'est avéré catastrophique pour les équipements sociaux et pour l'enseignement. Tout le système des pensions s'est retrouvé aux mains de caisses privées. Le système des écoles publiques a été remplacé par des « bons à valoir » (les « vouchers », imaginés par Milton Friedman, de la Chicago School of Economics) donnant accès aux « meilleures » écoles privées subsidiées.³

³ Carnoy, Martin, *National Voucher Plans in Chile and Sweden: Did Privatization Reforms Make for Better Education?* *Comparative Education Review*, Vol. 42, No. 3, août 1998, p. 309.

Ce système d'enseignement élitiste est toujours intact, un quart de siècle après la dictature. Les bonnes écoles supérieures et universités sont privées et horriblement chères. Les hommes d'affaires et les politiciens cumulent des postes dans leurs conseils d'administration. On attend d'eux qu'ils versent des bénéfices aux propriétaires. Des holdings d'investisseurs rachètent les universités. Pensons au Laureate Group, propriétaires de quatre universités. En 2011, Laureate y a entamé des restructurations. Le groupe a augmenté les minervaux de 20%, mais a réduit les moyens de fonctionnement. Laureate a même obligé ses universités à économiser sur le mobilier. Au printemps 2014, le gouvernement se voit obliger d'enquêter sur les pratiques de Laureate.¹

Des étudiants s'endettent pour faire des études. Des jeunes emportent l'hypothèque de leurs études dans leur carrière, comme un lourd boulet de fonte à leur pied. La plupart rembourse des prêts pendant des années. Ils ne peuvent faire autrement que d'accepter des boulots extrêmement précaires. Alors que je suis en quête des chiffres chiliens, je tombe sur d'autres excès extrêmes. Aux États-Unis, les étudiants ont pour plus de 1000 milliards de dollars de prêts à rembourser.² La Nouvelle-Zélande arrête certains de ses jeunes ressortissants parce qu'ils ne peuvent pas rembourser leurs prêts.³ De telles situations à l'américaine envahissent aujourd'hui le monde libéralisé.

La colère au sujet de l'enseignement s'est empliée. « Ils n'écoutent pas, nous crions donc plus fort », écrit Lorenza Soto, porte-parole de l'organisation de lycéens ACES. Soto de nouveau, dans son article : « Nous avons été saturés de gaz lacrymogènes, nous avons chaulé des slogans jusqu'aux petites heures du matin, nous avons dormi sur le sol froid des bâtiments occupés. »⁴ Les vagues de protestations ont conscientisé et émancipé toute une génération de jeunes. Tous les activistes que nous

rencontrons sont des cerveaux brillants. Si Boric, Jackson et Vallejo sortent du lot, de façon visible et audible, bien d'autres accompagnent leur démarche. Je suis par exemple très impressionné par Pablo Toro, de l'ACES lui aussi. Il fait preuve d'une conscience politique particulièrement aiguisée. Maintenant qu'ils vont aller s'asseoir à table avec le gouvernement, les lycéens et les étudiants doivent éviter les pièges. « Ils nous proposent la participation », dit-il. « Mais, en tout petits caractères, il s'agit d'une participation consultative. Ce n'est pas ce que nous voulons. Nous avons toujours exigé de participer aux décisions. »



Melissa Sepulveda, dirigeante du mouvement des étudiants.

Gabriel Boric partage sur Facebook une lettre adressée au journal El Mercurio. « Les réformes vont s'en prendre à la ségrégation envers les pauvres », est-il écrit, « mais la ségrégation envers les riches est toujours là. » Les auteurs mettent précisément le doigt sur la plaie, estime Boris. Car, touche-t-on aux colères privés « où les 10% les plus riches vont à l'école ? » Avec leurs critiques et leurs

mobilisations, les étudiants secouent le système en tous sens. Les hommes politiques vont devoir y prêter l'oreille.

Quand Michelle Bachelet a accédé une première fois à la présidence (de 2006 à 2010), elle n'a pas cédé à la rue. Elle a même pris des mesures anti-populaires. Aujourd'hui, cela peut changer car la socialiste Bachelet travaille avec une large coalition, comprenant entre autres les communistes. Elle effectue donc un glissement vers la gauche. Dans son programme de gouvernement, elle promet des réformes de l'enseignement et des impôts. Car le gouvernement a besoin d'argent pour démocratiser davantage l'enseignement. Cet argent, Bachelet veut le tirer de la fiscalité.

C'est peu avant midi, ce 11 mars, qu'a lieu, de fait, la passation de pouvoir. Un rituel bien amidonné de symbolique nationaliste. C'est la nouvelle présidente du Sénat qui le dirige. Elle s'appelle Isabelle Allende, à ne pas confondre (comme certains le font sur Facebook) avec la femme de lettres du même nom. Cela aussi constitue un point de rupture. Car Isabelle Allende est la fille du président assassiné Salvador Allende. Le président sortant Sebastian Piñera lui remet les symboles du pouvoir : l'écharpe présidentielle et le joyau accroché à l'écharpe, la broche du père de la patrie, O'Higgins. Isabelle Allende

1 *Figueroa*, Juan Pablo, U. Andrés Bello, U. Las Américas y U. Viña del Mar: cómo Laureate tomó el control de un lucrativo negocio, 5 mai 2014, <http://ciperchile.cl/2014/05/05/u-andres-bello-u-las-americas-y-u-vina-del-mar-como-laureate-tomo-el-control-de-un-lucrativo-negocio/>

2 \$1 Trillion Student Loan Problem Keeps Getting Worse, 21 février 2014, Forbes.

3 Flaherty, Colleen, *Dirty Money?*, 4 décembre 2014, Insidehighered.com (à l'occasion du congrès annuel de l'American Anthropological Association).

4 Soto, Lorenza, *Contra la corriente pero con la historia*, Le Monde Diplomatique edición chilena, juillet 2014, p. 5.

ceint ensuite Michelle Bachelet de l'écharpe. À ce moment, les membres du gouvernement de Piñera, au complet, se lèvent. Les ministres de Bachelet vont occuper leur place respective. Dans la nouvelle équipe, nous dénombrons neuf femmes.

Est-ce vraiment le début d'un Nouveau Cycle politique au Chili, comme le prétendent des dirigeants estudiantins ? La chose n'est pas encore évidente. Cela dépend de la disposition des forces, au Parlement, et en dehors. L'héritage d'Augusto Pinochet pèse toujours. Le dictateur a posé de solides verrous sur les institutions chiliennes. Le système qu'il a imposé, son idéologie, l'exclusion sociale n'ont pas été balayés par la démocratie, mais sont restés ancrés dans les institutions.

Pinochet avait beaucoup de partisans. Avant de céder le pouvoir en 1989, il avait organisé un référendum. Il avait demandé au peuple s'il pouvait se succéder à lui-même après la dictature. Une majorité avait répondu : No ! Mais bien des votants, au moins 44%, avaient estimé que oui. Pinochet a fait en sorte que ce courant d'(ultra-)conservateurs conserve sa place dans la politique. Pour cela, il a réécrit la Constitution du Chili. Il a introduit le système électoral binominal. Si, dans un district, aucun parti n'obtient la majorité, ce district déléguera quoi qu'il en soit deux élus, l'un du premier parti et l'autre du deuxième. Ce système est toujours en vigueur aujourd'hui. Il détermine le résultat électoral dans les circonscriptions. Dans la pratique, ce sont les partis traditionnels qui dominent, au Parlement. Il est difficile d'y changer quelque chose. Les nouvelles formations politiques issues des mouvements de protestation ou qui s'appuient dessus percent difficilement. Une moitié contre l'autre, les électeurs sont partagés à propos de la revendication de suppression du système binominal. La chose n'est possible qu'en adaptant la constitution et, pour ce faire, une majorité des deux tiers est nécessaire au Parlement. En mars 2014, quand Michelle Bachelet entame son mandat, elle dispose bien d'une « majorité confortable » (62% des votes exprimés), mais elle rate de peu la majorité des deux tiers.

Les Chiliens n'ont que peu de confiance dans les hommes politiques. La participation aux élections de novembre 2013 a été « historiquement » faible. La moitié des électeurs sont tout simplement restés chez eux. Un absentéisme sans précédent, au Chili. C'était pourtant prévu, dans un sondage d'opinion réalisé un mois avant les élections par l'agence CEPChile. Dans 144 communes, on avait interrogé plus de 1400 personnes. Un nombre suffisant, explique CEPChile, pour déceler les tendances. Il est très probable que les résultats aient été influencés par l'actualité. La campagne électorale avait été particulièrement fiévreuse. Mais, en septembre, le Chili avait également commémoré le putsch sanglant de Pinochet, quarante ans plus tôt. L'anniversaire avait débouché sur des débats

particulièrement chauffés à blanc. Dans un tel climat, les personnes interrogées s'étaient faites quelques idées bien tranchées. Leur principale priorité était leur revenu : protégez le pouvoir d'achat (estimaient 86%), supprimez les différences de revenu (85%). Suivait alors une priorité politique affirmée : « nationalisez le cuivre ». L'enseignement venait en quatrième position (74% espèrent que les universités deviendront gratuites). Mais, en y revenant, je trouve ce n° 3 étonnant : la force du choix, manifestement, de la nationalisation du cuivre. Fin 2013, plus de 8 personnes interrogées sur 10 (83%, en fait), estiment que les mines de cuivre du Chili doivent être nationalisées.

Et, sur ce dossier, précisément, la présidente Bachelet ne dit pas un mot. Qui possède les mines de cuivre ? Le thème est extrêmement sensible au Chili. En son temps, il a coûté la vie au président Salvador Allende. Parce qu'il s'attaquait aux intérêts des multinationales américaines, Allende sera assassiné. Le putsch contre Allende est le premier 11 septembre de l'histoire. Le coup d'État du 11 septembre 1973 met le sinistre Augusto Pinochet au pouvoir.

Michelle Bachelet est prudente. Elle n'envisage pas une intervention directe sur le secteur minier, mais bien des mesures indirectes, via une réforme des impôts. La Reforma Tributaria (Réforme fiscale) de Bachelet est la plus osée depuis la fin de la dictature. Elle doit rendre la perception des impôts plus équitable. Le fisc travaille en effet à l'envers, au Chili, il va chercher le plus chez ceux qui gagnent le moins et demande le moins aux riches. Les revenus (convertis) de € 7.800 à € 15.600 (de 6 à 12 millions de pesos) ne paient pas d'impôt ; pour les revenus de plus de 12 millions de pesos, il y a un taux d'imposition de 7%. Bachelet veut des tranches progressives, qui imposent davantage les riches. Ensuite, elle voudrait supprimer les avantages fiscaux aux entreprises et investisseurs étrangers. L'ensemble de ces mesures doit rapporter 8,3 milliards de dollars de nouvelles recettes à l'État.

Bachelet entend également supprimer le décret-loi 600. C'est l'une des mesures les plus contestées de sa Reforma. Le décret a été proclamé en 1974, au cours de la première année de la dictature. Il permettait au régime d'abonder incroyablement dans le sens des investisseurs étrangers. Le DL-600 gèle le taux d'imposition durant dix, voire vingt ans, pour les gros investissements dans l'exploitation minière. Les sociétés minières savent donc qu'une fois leur taux d'imposition établi, le fisc ne viendra pas les tracasser les années suivantes, même si elles gagnent des milliards. La règle vaut pour les investissements à partir de 50 millions de dollars. En 2006, elle a encore été assouplie. À l'époque, les choses allaient exceptionnellement bien, pour les sociétés minières étrangères. La demande mondiale en minerais était grande, les prix grimpaient jour après jour.

Mais le fisc chilien se gardait bien d'importuner les entreprises qui bénéficiaient du « statut des investissements étrangers » (Decreto Ley 600). Elles continuaient à payer des impôts au taux d'imposition en vigueur avant ces années de croissance et elles plaçaient leurs surcroûts de bénéfice en lieu sûr, en dehors du Chili. C'est à ce cadeau des dieux que Bachelet entend planter désormais son tranchoir.

Bachelet espère pouvoir faire passer sa réforme dans les trois mois. Mais les débats s'éternisent bien plus longtemps que prévu. Le monde des affaires mène une opposition farouche. Il veut maintenir en place les régimes de faveur. Même le journal d'affaires britannique se fait son porte-voix. Selon l'OCDE, rappelle le Financial Times, le décret DL-600 est « l'un des plus précieux atouts du Chili ». ¹ Aux avant-postes de la campagne, on trouve le groupe de pression conservateur Libertad y Desarrollo (LyD – Liberté et développement). Cet institut entretient d'étroits liens avec l'élite du Chili. Patricia Matte (la milliardaire du géant de la cellulose CMPC et l'une des femmes les plus riches du pays), siège à sa direction. En 2012, un avocat de LyD parvient au poste de sous-secrétaire des Mines. ² Libertad y Desarrollo fait du lobbying en faveur du DL-600. Grâce à ce décret, écrit le groupe, des milliards en investissements ont afflué vers le Chili. Quatre-vingts milliards de dollars, selon LyD, entre 1974 et 2011. L'économie du Chili subirait un coup dur, si ce système devait disparaître. ³ LyD n'a jamais calculé les fortunes qui se sont accumulées grâce au DL-600. Aurora Williams, la ministre des Mines du nouveau gouvernement de Michelle Bachelet, décèle toutefois quelque chose dans les arguments du groupe de pression LyD. « Le décret DL-600 ne doit pas être abrogé », dit-elle, « nous pouvons l'adapter. » ⁴ Madame Williams ne vient pas du mouvement social ou ouvrier. Elle a travaillé à Antofagasta pour le service des eaux et pour le port, deux filiales des milliardaires du clan Luksic. Cela explique sans doute qu'elle soit si bien disposée à l'égard du lobby Libertad y Desarrollo. Après six mois de discussion, Michelle Bachelet l'emporte. Sa réforme fiscale est approuvée au Parlement en septembre 2014. En principe, son gouvernement pourra disposer désormais de rentrées supplémentaires pour l'enseignement, la santé et les équipements sociaux.

L'austérité, un miracle ?

Est-ce cela le « miracle économique chilien », une « société » aussi inégale, avec une économie qui vit de ses

exportations ? Il n'y a pas que l'industrie forestière, qui vit de l'exportation. Les mines aussi, le fer de lance par excellence du Chili. Nous y reviendrons d'ici peu. Il y a aussi les pêcheries. En 2013, le Chili a exporté pour un demi-milliard de dollars de saumon, soit environ 60 % de plus que l'année précédente. ⁵ Dans la pêche aussi, les navires-usines ont depuis longtemps pris le pas sur les pêcheurs artisanaux.

Celui qui passe par les mailles du filet subit un sort peu enviable. La sécurité sociale a été privatisée. Tout l'argent des pensions est géré par des caisses privées, les AFP. ⁶ Elles spéculent le plus possible. Après 2008, suite à la crise des subprimes, tout le système des pensions s'est trouvé au bord de la faillite. Au Chili, c'est la dictature militaire, qui avait introduit ce « modèle ». Elle a toujours ses défenseurs, au pays et à l'étranger. Certains médias occidentaux ne ratent aucune occasion pour exprimer une admiration béate. En 2006, lors du décès d'Augusto Pinochet, le Washington Post n'a pas manqué d'agiter l'encensoir : « Il est difficile de ne pas voir », écrit l'éditorialiste, « que cet exécration dictateur laisse derrière lui la plus belle réussite de l'Amérique latine. » ⁷ Début 2010, Haïti d'abord, le Chili, ensuite, ont été frappés par un grave tremblement de terre. Le quotidien d'affaires The Wall Street Journal y va de son refrain : « La secousse au Chili est près de 500 fois plus forte que celle à Haïti, ce qui signifie un million d'Hiroshima », lit-on. Il N'empêche, en 2010, le Chili se relèvera immédiatement, « sauvé » par (Milton) Friedman (coauteur de la doctrine économique agressive de Pinochet). ⁸

En 2012, le Financial Times applaudit aux réalisations de la dictature : « Le Chili connaît indéniablement une croissance économique, une inflation faible et, avec 19.000 dollars, le revenu annuel par habitant le plus élevé de l'Amérique latine. ⁹ Et ce, parce qu'il mène une politique économique traditionnelle et prudente et qu'il fait preuve d'un grand savoir-faire fiscal. » ¹⁰ Rien par contre sur les inégalités. Au Chili, le fossé est le plus fort de tous les pays de l'OCDE.

Les 40 % des gens au revenu le plus bas gagnent à peine 12,5 % du revenu total. À mi-chemin de la dictature en 1981-82, le chômage au Chili était dix fois plus élevé qu'au moment où le pouvoir militaire a été instauré. Vers la fin du règne de Pinochet, près de la moitié de la population vivait sous le seuil de pauvreté. Après vingt-cinq années de démocratie, le pays ne s'est

¹ Mander, Benedict, *Chilean companies face change, not revolution*, The Financial Times, 13 décembre 2013.

² Skoknic, Francisca, *La puerta giratoria de Piñera y Bachelet*, ciperchile.cl, 5 décembre 2012; <http://www.lapuertagiratoria.cl>

³ *Basic features of Michelle Bachelet's tax proposal*, Libertad y Desarrollo, *Public Issues*, nr 1, 116, 28 juin 2013.

⁴ *Ministra de Minería se abre a la posibilidad de mantener el DL 600, pero con cambios*, El Mostrador, 17 mars 2014.

⁵ *US\$ 575 mills. de salmon se vendio en A. Latina*, El Mercurio, 4 mars 2014.

⁶ AFP: *Administrador de Fondos de Pensiones*.

⁷ *A Dictator's Double Standard*, Washington Post, 12 décembre 2006.

⁸ Stevens, B., *How Friedman saved Chile*, Wall Street Journal, 3 mars 2010.

⁹ D'après l'OCDE, le revenu par habitant en 2012 était encore plus élevé, à savoir, USD 20.468. *Country statistical profiles. Key tables*, OCDE, 2014.

¹⁰ Webber, Jude, *Prosperity brings its problems*, dans FT Special Report Investing in Chile, 2 octobre 2012, p.1.

pas relevé de cette catastrophe. Près de 20 % des Chiliens vivent toujours dans la pauvreté.

Le gros des revenus, plus de 40 % du revenu total du Chili, va au 10% des plus riches. Le rapport entre les gens qui doivent vivre modestement et les revenus supérieurs est complètement faussé. Et ce, aussi parce que le Chili compte bon nombre de super-riches. Leur fortune fait grimper la moyenne. Le Chili compte aujourd'hui quatorze milliardaires ou multimilliardaires¹. L'ancien président Sebastian Piñera fait partie de ce club exclusif. La fortune de Piñera est estimée à 2,5 milliards de dollars. La plupart des milliardaires gagnent, pour ainsi dire, leur croûte comme commerçants ou banquiers. Maria Luisa Solari Falabella, de la chaîne de magasins Falabella, pèse 2,4 milliards. Le gros commerçant Horst Paulman possède, lui, 4,4 milliards de dollars. L'entreprise de Paulman, Cencosud, règne sur 650 supermarchés, près de 1000 magasins et 29 centres commerciaux, au Chili et à l'étranger.

Le chilien le plus riche est une femme, Iris Fontbona. C'est la veuve d'Andronico Luksic. La fortune de Madame Fontbona s'élève à 13,5 milliards de dollars. Un pays comme le Congo-Kinshasa, dont le budget 2015 est de 9 milliards de dollars, pourrait en vivre pendant un an et demi. Le clan Luksic s'enrichit de ses mines. Ils sont les seuls entrepreneurs privés chiliens à avoir vraiment bâti leur « fortune » sur l'exploitation minière.

La classe supérieure a tout lieu de se faire du souci. Cela murmure beaucoup, dans les couches inférieures. Et pour les raisons les plus diverses. Nous assistons à quelques manifestations de mécontents. Quatre jours avant l'intronisation du gouvernement Bachelet, c'est la Journée des Femmes. Une impressionnante marche de protestation parcourt la capitale. Le cortège se termine dans un parc. Alors que les gens écoutent des discours dans une partie du parc, des véhicules blindés bouclent la partie arrière. Le barrage a l'effet d'un bout d'étoffe rouge sur un taureau. Des jeunes affublés de masques improvisés à la hâte foncent. Il en ressort une énorme pagaille, au grand dam, d'ailleurs, des organisateurs de la marche des femmes. Plus tard, dans le courant du mois, une manifestation de masse est à nouveau organisée. Elle est annoncée comme la Marche des Marches, même si la participation reste en deçà des attentes. Cette fois, il y a des bagarres dès le début. Des supporters des Blanco y Nero, l'équipe de foot la plus connue du pays (surnommée également ColoColo), veulent eux aussi intégrer la marche, avec tous leurs attributs, drapeaux, tifos, pétards et fumigènes. Pourquoi ? Parce que, dans les stades de foot, ils ne peuvent plus utiliser leurs grosses caisses. La police les isole et les fait défiler dans un bloc séparé.

¹ *The world's billionaires, forbes.com/billionaires*

A Santiago, la capitale, nous prenons des lits dans une « auberge de jeunesse » tenue par un Australien. Le bâtiment s'appelle la *Casa Roja*, la Maison rouge, et se situe à quelques arrêts de bus du centre. La *Casa Roja* est un point de chute typique pour randonneurs, avec de vastes chambres à lits superposés où l'on peut loger à l'aise soixante ou septante personnes.

Santiago a l'allure solennelle d'une ville dont des hommes d'État se sont occupés : aménagée de façon planifiée, rafraîchie par des fontaines et des parcs, des symboles éminents du pouvoir. Naturellement, les planificateurs ont aussi commis des erreurs. Notamment avec les tours du ministère de la Défense. Cette horreur se trouve juste à côté du très élégant centre culturel privé Gabriela Mistral, sur le boulevard Alameda.

Santiago se laisse facilement visiter, la ville est orientée selon la rose des vents. C'est de cette façon aussi que les gens vous indiquent le chemin : trois rues vers le nord, cinq vers l'est et vous y êtes. Nous visitons l'immense cimetière. Ici, les communautés d'immigrés ont fait construire des mausolées pour leurs morts. Celui des Italiens dépasse tous les autres en hauteur. Sur le mausolée des Carabineros veillent deux sombres statues de soldats.

Pour l'instant, Santiago organise les Jeux sud-américains, un tournoi auquel participent des sportifs de tout le continent. Aujourd'hui, c'est le championnat de cyclisme sur route. Les coureurs doivent, eux aussi, escalader les flancs du *Cerro*. Nous les voyons passer, quelques coureurs colombiens très applaudis sont en tête de la course.

Ensuite, nous prenons le téléphérique. Au sommet de la colline, il y a une grande statue de la Vierge Marie avec les bras écartés. La vue est magistrale, sur Santiago, le cœur économique du Chili. On ne voit pas plus loin. Il y a de la brume et du smog dans la vallée. Quelque part à l'est, se trouvent les contreforts des Andes ainsi que quelques sommets aux neiges éternelles.

Au bas de la colline, le plus célèbre poète du Chili, Pablo Neruda, a fait bâtir une maison en 1953, pour lui-même et pour Matilde Urrutia, à l'époque encore son amour secret, ensuite sa conjointe jusqu'à ce que la mort les séparent. De l'extérieur, la maison ne trahit pas ce qu'elle recèle. Elle s'appelle *La Chascona*, la méduse. On s'y faufile par de petits couloirs et escaliers, en passant par une pièce secrète qui donne sur une chambre avec une table couverte autour de laquelle le poète recevait des amis, puis dans une autre pièce aux allures de cabine de navire – le surnom de Neruda était El Capitan –, et ensuite on traverse un jardin pour aller vers « le phare », avec une fenêtre panoramique dirigée vers les montagnes et, au-dessus, un bar d'été et

la bibliothèque. Neruda avait décoré sa maison de trouvailles plutôt dingues. Dans l'armoire de la salle à manger, pas de récipiens banals pour le poivre et le sel, mais des pots censés contenir de la morphine et de la marijuana. Des amis artistes avaient réalisé des œuvres pour sa maison. Diego Rivera, célèbre pour ses fresques révolutionnaires au Mexique, a peint un portrait à deux têtes de Matilde.

Neruda était écrivain et militant. Il s'est présenté comme candidat aux élections de 1969, mais s'est ensuite retiré pour soutenir la candidature de Salvador Allende. Ce dernier allait désigner Neruda au poste d'ambassadeur à Paris. Lors du coup d'État de septembre 1973, Allende est assassiné en résistant aux putschistes dans le palais présidentiel de La Moneda. À l'époque, Neruda est moribond, dans son autre maison d'Isla Negra. Deux semaines plus tard, il meurt. La Chascona a été détruite et mise à sac par les fascistes. Les funérailles de Neruda se sont muées en manifestation, la première protestation de masse contre la junte du général Pinochet. Matilde a continué à habiter La Chascona jusqu'à sa mort, en 1985. Elle a remis la demeure en état et l'a léguée à une fondation qui la gère toujours actuellement.

Les militaires se sont emparés du pouvoir dans tous les pays du cône sud de l'Amérique du Sud, au Brésil dans les années 1960, au Chili, en Argentine, en Uruguay et en Bolivie dans les années 1970. Mais le putsch et le gouvernement de Pinochet ont été différents. Le Chili n'a jamais connu de coup d'État. Le pays avait la réputation d'être une démocratie bourgeoise au bon fonctionnement. C'est pour cela que, dans les années 1960, des gouvernements progressistes ont pu être constitués et qu'après les élections de 1970, le gouvernement du Front populaire a accédé au pouvoir sous la direction de Salvador Allende qui, avec un programme radical, va tenter de sortir le pays de l'état de sous-développement dans lequel il avait été enfoncé.

La victoire d'Allende faisait fulminer la classe dirigeante. Immédiatement, elle s'est mise à comploter en vue de saboter le gouvernement de Front populaire. Deux jours après l'accession d'Allende à la présidence, le président américain Richard Nixon convoque le Conseil national de sécurité au grand complet. À

l'agenda : « ways to bring about his downfall », comment provoquer la chute d'Allende. Le ministre de la Défense Melvin Laird y déclare : « Entreprenons tout ce qui est possible pour lui faire mal ». Quant par la suite, on l'a en partie reconstituée. A ce propos, je considère The Pinochet File comme une publication sidérante, du fait que le responsable de ce projet d'enquête, Peter Kornbluh, a examiné de près toute une richesse de documents authentiques mais généralement secrets.¹ Quoi qu'il en soit, ces documents ne doivent pas être négligés. Pas très loin de l'affreux bâtiment de la Défense se trouve la rue de Londres. Dans cette rue, au numéro 38, le Parti socialiste avait son quartier général, jusqu'à ce que la DINA (le service de renseignement de Pinochet) en fasse une prison. La DINA pouvait y enfermer jusqu'à soixante personnes en même temps, avant de les envoyer dans les camps de torture. Aujourd'hui, Londres 38 est devenu un musée sur les pratiques de la DINA. Mais c'est également un centre qui mène des actions en vue d'obtenir des éclaircissements sur Pinochet : Londres 38 exige que toutes les archives de la dictature soient rendues publiques. Actuellement encore, nombre de ces documents sont restés des secrets d'État.



Slogan sur un mur de Santiago de Chile 'Récupérer le cuivre'

Après huit mois de gouvernement, Salvador Allende entreprend sa démarche la plus osée. Il reprend aux multinationales américaines Anaconda et Kennecott leurs mines au Chili et les place sous contrôle de l'État chilien. Allende s'appuie sur un principe du droit international. En 1962, l'Assemblée générale des Nations unies avait en effet reconnu la Souveraineté permanente sur les richesses naturelles. Ce principe prit forme dans la Résolution 1803.² Il a été complété par des dispositions énergiques. Les peuples et les pays se voyaient conférer le droit de disposer eux-mêmes et en permanence de leurs richesses naturelles, selon les nécessités du développement national et du bien-être de la population.

La prospection, l'exploitation et les investissements doivent être conformes à la législation nationale et internationale. Les investisseurs allaient devoir conclure des compromis avec les pays concernés à propos de la répartition des recettes. La

¹ Kornbluh, Peter, *The Pinochet File. A Declassified Dossier on Atrocity and Accountability*, National Security Archive, New York, 2003-2013, 605 p.

² *Permanent Sovereignty over Natural Resources*, General Assembly Resolution 1803 (XVII), 17 U.N. GAOR Supp. (No.17) at 15, U.N. Doc. A/5217 (1962).

résolution n'exclut pas que les États nationaux exproprient les propriétés privées et les placent sous contrôle de l'État ; au contraire, elle considère de telles nationalisations comme normales. Et, s'il devait y avoir des nationalisations, le propriétaire exproprié devrait recevoir des compensations en fonction des lois du pays en question et du droit international.

Le gouvernement Allende décide de ne pas verser de compensations aux multinationales américaines. Fin 1972, le président Allende prend la parole aux Nations unies. Il y explique pourquoi son gouvernement refuse de verser des compensations. Il présente quelques chiffres à l'Assemblée. Au Chili, les multinationales ont investi 30 millions de dollars, au cours des 42 années précédentes, elles y ont gagné 4 milliards de dollars et les ont transférés vers leurs quartiers généraux aux États-Unis. « Quatre milliards de dollars », souligne Allende, « c'est précisément le montant total de notre dette extérieure. »¹ Il est donc exclu qu'Anaconda et Kennecott reçoivent des dommages et intérêts.

Difficile de faire preuve de plus d'audace. En effet, Allende n'aurait pu se choisir d'ennemis plus puissants. Juste après la Seconde Guerre mondiale, Anaconda et Kennecott produisent ensemble 80 % du cuivre dans le monde. Le cuivre du Chili a pour elles une importance stratégique. Elles en ont besoin pour la guerre que les États-Unis a entamée avec leurs alliés occidentaux en Corée. Anaconda était « *a monstrous organization* », comme l'a écrit l'historien Ross Toole, un empire évalué à 600 millions de dollars, « qui opère de Chuquicamata au Chili à Pawtucket, dans le Rhode Island » aux États-Unis. Aujourd'hui, Chuquicamata est toujours la plus grande mine à ciel ouvert dans le monde. Nous y reviendront plus loin.

Dans les années 1960, Anaconda tire toujours le gros de ses bénéfices de ses mines au Chili. Toucher à Anaconda, c'est toucher aux États-Unis. Ceux-ci allaient donc décider de mettre tout en œuvre pour faire tomber Allende. Après la nationalisation des mines de cuivre, les États-Unis vont se montrer plus agressifs encore. Le président Nixon y va de son intervention personnelle, en interdisant, entre autres, un rééchelonnement de la dette extérieure chilienne. Les ambassades des États-Unis en Europe vont mettre sous pression les gouvernements européens qui affichent trop de souplesse à l'égard du Chili.²

Le gouvernement d'Allende suscite l'enthousiasme dans le monde entier. Il a été élu démocratiquement. Manifestement, des socialistes présentant un programme radical peuvent donc accéder au pouvoir via des élections. Cela a provoqué quelque

¹ Caputo, Orlando et Galarce, Graciela, *La desnacionalización del cobre nacionalizada por Salvador Allende*, une étude pour le compte de la Coordinadora Sindical del Cobre, à l'occasion du 37^e anniversaire de la nationalisation de l'industrie du cuivre, juillet 2008, p. 7.
² Kornbluh, Peter, *O.c.*, p.86.

euphorie, et aussi, apparemment, du côté d'Allende et d'autres dirigeants du Front populaire. Il y a eu des partisans pour les mettre en garde à ce sujet. L'un d'eux était Fidel Castro. Fin 1971, Fidel s'est rendu au Chili. À l'époque, il était le dirigeant du parti communiste de Cuba. Avec ses guérilleros de gauche, il a libéré Cuba du dictateur Batista et de la toute-puissance des barons de la canne à sucre.

Fidel Castro a pris la parole le 2 décembre 1971, au stade national de Santiago. Son message n'a pas rassuré les gens, au contraire. Sans vouloir pour autant faire la leçon, Fidel y est allé d'une mise en garde. « Au cours de l'histoire, les classes privilégiées ne se sont jamais résignées aux changements de façon pacifique », explique Fidel Castro. Cela n'a pas été le cas après la révolution à Cuba. Pourquoi le feraient-ils au Chili ? Il s'est adressé aux gens dans le stade et leur a demandé : « Qui va tirer les leçons le plus rapidement, ici ? Vous, ou vos ennemis ? » La foule, dans le stade, réplique : « Le peuple ! » Mais Fidel répond du tac au tac : « En êtes-vous sûrs ? Croyez-vous vraiment en avoir appris davantage que vos exploités ? Permettez-moi d'avoir à ce propos un autre avis. » D'après le dirigeant cubain, il faut partir du principe que l'ancien régime des riches va vouloir se venger. Et d'ajouter que les Chiliens doivent faire bien attention. Castro n'était pas loin de la vérité. Au moment même où il tenait son discours, des conspirations contre le gouvernement Allende battaient leur plein au sein de l'armée chilienne.

En 1973, les ultraconservateurs du Chili organisent un coup d'État militaire et reconquièrent le pouvoir. La période de Pinochet va transpercer le tréfonds de l'âme du pays et son impact va être bien plus profond que celui des dictatures des pays voisins du cône sud.

Ce n'est que trois décennies plus tard, au début du 21^{ème} siècle, lorsque toute une génération de lycéens et d'étudiants ébranle l'ordre complètement vermoulu, que le Chili se relève du choc. C'est pourquoi il a également fallu si longtemps, jusqu'en 2010, avant que le Chili n'ait son musée du Souvenir. Il ne doit pas avoir été simple de fonder ce musée, dans un environnement où les anciens putschistes ont toujours des partisans politiques. Mais le musée n'en est pas moins impressionnant. C'est un réquisitoire contre l'horreur de la dictature en même temps qu'un hommage aux victimes et aux droits de l'homme.

Pinochet a commis son putsch le 11 septembre. Ce coup de *Nine Eleven* est évoqué au musée au moyen de films et de bandes sonores. À six heures du matin, la marine de guerre entame les opérations à Valparaíso. Quelques heures plus tard, la junte apparaît en public. La première chose qu'elle fait, c'est mentir. Elle explique à la télévision : « Notre but est de retourner à l'ordre constitutionnel. » Tous les putschistes ne sont pas des

militaires. L'un d'eux – en civil et une cigarette allumée à la main – s'en prend au « cancer marxiste ».

Le palais présidentiel de La Moneda est en feu. L'incendie est filmé depuis un bâtiment en face. Dans son dernier discours, à la radio, le président Allende déclare que « le capital étranger, l'impérialisme et la droite ont créé les conditions propices au coup d'État ». Toute une série de personnes appréhendées attendent d'être emmenées, les mains sur la nuque, les visages tournés vers le mur.

Des photos que l'on n'oubliera jamais font le tour du monde, des images du stade national où des milliers de personnes sont enfermées, d'Augusto Pinochet, le dictateur affublé d'une cape, des images des attentats terroristes que Pinochet a fait commettre contre des opposants à l'étranger, jusqu'à New York. Pinochet renverse un gouvernement qui a été démocratiquement élu avec une large majorité. Mais, il bénéficie du plein soutien de Washington. Les États-Unis adhèrent depuis pas mal de temps déjà à la stratégie du « changement de régime » : si un gouvernement ne nous plaît pas, nous le faisons tout simplement renverser, par un coup d'État ou via des protestations dans la rue, car il est temps d'adopter un cours proaméricain. Cette stratégie est toujours utilisée de nos jours, comme au Venezuela ou en Afrique, contre les chefs d'État qui ne font pas servilement ce que l'Occident désire. Au Chili, c'est Pinochet qui a fait le boulot. Un mois après le putsch, le dictateur s'entretenait avec Nathaniel Davis, l'ambassadeur des États-Unis au Chili. Davis a envoyé par télégramme à Washington un rapport de cet entretien. Il fait savoir que Pinochet est un personnage « gracieux et éloquent » et que le Chili vivrait « une tragédie permanente si la junte devait échouer ». Les États-Unis, poursuit Davis, doivent apporter leur aide économique et militaire aux putschistes.

Peu après le putsch, Pinochet ordonne une série de massacres. Dans le musée du Souvenir, une salle y est consacrée. Ces massacres ont été, appelés par la suite La Caravana de la Muerte, la Caravane de la mort. Cinq officiers, sous la direction du général Sergio Arellano Stark, exécutent cette mission. Ils s'envolent à bord d'un hélicoptère Puma vers le nord du Chili. Là, ils visitent une prison après l'autre, où Stark choisit ses victimes. Celles-ci sont emmenées et exécutées. Entre le 16 et le 19 octobre, ce commando exécute quelque septante personnes. Combien exactement ? Les sources ne sont pas d'accord.¹ Il y en a certainement quinze à La Serena, seize à Copiapo, quatorze à Antofagasta, et vingt-six à Calama. Quatorze corps n'ont jamais été retrouvés. Les États-Unis sont au courant de ces faits. Leurs agents au Chili transmettent des rapports approbateurs.

¹ Au Museo de las Memorias, je trouve le chiffre de 75 personnes exécutées. Peter Kornbluh s'en tient à 68, dans le Chili du Nord et (selon un rapport des services de renseignement américains de la CIA) cinq autres encore dans le Sud. Kornbluh, Peter, *O.c.*, p.164.

Ils disent que « les extrémistes sont neutralisés ». Mais la plupart des victimes de la Caravane de la mort n'ont rien d'extrémiste, ce sont des fonctionnaires et des représentants du gouvernement du Front populaire. Stark agissait sur ordre. L'ordre venait d'Augusto Pinochet en personne. En 2000, Pinochet est interrogé par le juge d'instruction espagnol Guzman. Il est mis en accusation en tant que cerveau de la Caravane de la mort. Il meurt en 2006 sans n'avoir jamais comparu devant un tribunal.

Au musée, je découvre des lettres écrites par l'une des victimes. Son nom est Carlos Berger Guralnik. Sa dépouille mortelle n'a été retrouvée et identifiée qu'au début 2014, en compagnie des restes de cinq autres personnes. Elles ont été exécutées le 19 octobre 1973. Carlos Berger avait à peine trente ans. Il était avocat et journaliste. C'était aussi « un communiste militant ». À Calama, il travaillait à la direction de la mine de cuivre de Chuquicamata, le joyau de la couronne de la société minière d'État Codelco. Berger écrit à sa femme qu'il a été ramassé le 11 septembre, le jour du coup d'État. À la fin de ce mois, le conseil de guerre le condamne à soixante jours de prison. Berger ne sera jamais libéré. Le 15 octobre, il écrit sa dernière lettre. Il est l'un des prisonniers sélectionnés par le général Stark. Ils sont assassinés « le long de la route de Calama à Antofagasta ». C'est une fois de plus un hasard étonnant que ce soient précisément des lettres de Carlos Berger qui sont exposées. Son nom ne m'est pas inconnu. L'un de ses meilleurs amis m'a parlé de lui. Cet ami, Orlando Caputo, a échappé à la mort après le putsch.

Les chiliens, cobayes des chicago boys

La maison d'Orlando Caputo a « les pieds au sec ». Elle est située dans la zone d'évacuation, sur les hauteurs surplombant l'agglomération d'El Quisco, une petite ville qui donne sur l'océan Pacifique (près d'Isla Negra, où le poète Neruda avait une maison). Après la longue plage d'El Quisco, m'avait dit Orlando au téléphone, il y a une rue en forte montée vers Maipu Mar. « Là, tu prends à gauche et tu nous trouveras au numéro 1017. » C'est la seule maison avec beaucoup de verdure autour. A notre arrivée, Graciela, la femme d'Orlando, me montre les copihues le long de la façade, des plantes grimpantes à grandes fleurs. C'est la fleur nationale du Chili ! Orlando Caputo et Graciela Galarce ont fait construire la maison dans les années 1990, quand ils sont rentrés du Mexique après dix-sept années d'exil. Orlando Caputo raconte, « Tout comme Carlos Berger, j'avais un emploi à la Codelco, c'était – et c'est toujours – la société nationale du cuivre. Le président Allende m'avait désigné comme représentant du gouvernement au conseil d'administration. Lors du putsch, j'ai été arrêté. Ensuite, j'ai été emprisonné, entre autres, à la mine d'Andina et en résidence surveillée à Santiago. Mais, en 1974, nous avons pu quitter le pays. » Des collègues ont été assassinés. Caputo cite leurs noms. Il y avait Carlos Berger, mais

aussi David Silberman, qui dirigeait la mine de Chuquicamata, et Ricardo Garcia, de la mine de Salvador.¹

Caputo et Berger étaient amis dans les années 1960. Ils publiaient ensemble des articles dans lesquels ils étudiaient les réalisations du gouvernement Frei, le précurseur du Front populaire de Salvador Allende. En 1964, le président Eduardo Frei avait entamé une nationalisation prudente et progressive des mines de cuivre. Il avait appelé ce plan la « chilianisation ». Le but était de permettre à l'État chilien d'occuper une place prépondérante dans l'industrie du cuivre. Cela allait durer vingt ans. Pour atteindre l'objectif, l'entreprise minière d'État, la Codelco (Corporación del Cobre), devait fonder des entreprises mixtes, en compagnie des multinationales américaines. Caputo et Berger ont critiqué la chilianisation. « Nous avons compris rapidement où le bât blessait », explique Orlando Caputo. Par exemple, quand une entreprise avait été fondée pour la mine d'El Teniente, la Codelco a dû payer 100 millions de dollars au propriétaire américain Kennecott. En échange, la Codelco avait reçu 51% de la nouvelle entreprise et quatre des sept administrateurs. Théoriquement, l'État détenait désormais la majorité. Mais les Américains sont restés maîtres des opérations. Ils géraient la production et la vente. Les multinationales américaines Anaconda et Kennecott ont fait grimper leur production en flèche. Entre 1960 et 1964, trois de leurs mines produisent un demi-million de tonnes de cuivre par an. Or, entre 1965 et 1969, quand débute la chilianisation, elles produisent la moitié en plus, à savoir 760.000 tonnes de cuivre par an.² Orlando Caputo poursuit : « Les multinationales manipulaient les chiffres. De ce fait, elles payaient beaucoup moins d'impôts que ne l'avait escompté le gouvernement du président Frei. »



Orlando Caputo et Graciela Galarce, économistes.

Pour les mineurs, la chilianisation a aussi été une mauvaise affaire. Ils ne pouvaient plus appuyer leurs revendications avec des actions. Car cela aurait compromis les accords avec les multinationales. Pour cette raison, la police est intervenue de façon plus répressive encore qu'auparavant lors des grèves. Le président Frei appartenait à la démocratie chrétienne. Lors des élections présidentielles

de 1970, ce groupe présente Radomiro Tomic comme candidat. Tomic ne va pas poursuivre la chilianisation et l'étatisation progressive. Il est partisan d'une nationalisation pure et simple. Sur ce plan, il se situe sur la même ligne que son adversaire à la présidence, Salvador Allende.

Lorsque je rends visite à Orlando Caputo, il est occupé à faire ses valises. Il doit se rendre à Cuba, pour un congrès d'économistes critiques.

Un coup de fil a suffi pour fixer notre rendez-vous. Caputo est une source précieuse, sur le cuivre du Chili et sur la façon dont on peut miser sur le cuivre pour le progrès d'un pays. Le Chili est le premier producteur du métal rouge. Peu de gens connaissent l'industrie du cuivre aussi bien que lui.

Nous nous installons dans le bureau situé au premier étage. Un soleil délicieux brille à l'intérieur. Dans le fond, où il fait plus frais, Graciela prépare à manger. Les deux sont inséparables. Ils ont élevé une famille ensemble, presque tous leurs enfants travaillent dans une université. Ensemble, ils ont vécu en exil, hors de portée de la dictature. Ils font de la recherche économique ensemble, ils signent ensemble leurs articles.

Nous discutons cinq heures d'affilée, bien plus longtemps que je ne l'avais espéré. Ce qui est vraiment nouveau pour moi, c'est que la dictature de Pinochet était elle aussi pleine de paradoxes. Manifestement, sur le plan doctrinaire, ce n'était pas un bloc sans fissures. Des combats politiques avaient bel et bien lieu parmi les militaires au pouvoir d'une part et, d'autre part, entre les militaires, les économistes et les hommes politiques. Caputo brosse un autre tableau, avec d'autres accents, que ce que j'ai pu lire chez Naomi Klein. Dans son très

¹ L'entretien avec Orlando Caputo et Graciela Galarce a eu lieu à El Quisco-Isla Negra le 10 mars 2014.

² Girvan, Norman, *Las corporaciones multinacionales del cobre en Chile*, 1974, cité dans Vergara, Angela, o.c. p.19

influent ouvrage, la stratégie du choc, l'écrivaine canadienne reconstitue en détail la façon dont a été élaborée la politique économique de la dictature. Chez Klein, on dirait que le régime applique ce que les économistes ont imaginé. Ces économistes réunis autour de Milton Friedman, appartiennent à l'école de Chicago. Ces Chicago-boys prétendent que l'économie retombe d'elle-même sur ses pattes, pourvu qu'elle soit dirigée le moins possible. Laissez jouer sans entrave l'offre et la demande sur le « libre marché », supprimez les règles qui dirigent le marché, réduisez l'État à un simple cadre aux tâches minimales et, alors, ce sera le paradis sur terre. Privatiser, déréguler et le moins d'États possible, voilà en bref la recette de Friedman et de ses disciples. Le Chili devient leur laboratoire. C'est là que, pendant la dictature, ils peuvent tester leur doctrine. Pinochet livre aux friedmaniens sa population en tant que cobayes. Leur expérimentation se mue en fiasco. Près de dix ans après le putsch, le Chili connaît « la plus profonde crise économique depuis les années 1930 ».¹

Ce n'est pas tout. Orlando Caputo me dit que l'entreprise minière de l'État Codelco n'a en fait pas été privatisée. Elle est restée dans les mains de l'État dictatorial. Plus encore, la Codelco était la seule source stable de revenus pour la dictature. Naomi Klein ne parle qu'une seule fois de la Codelco : « La seule chose qui a sauvé le Chili d'un effondrement économique complet », écrit-elle, « c'est que Pinochet n'a jamais privatisé la Codelco, la mine de cuivre de l'État qui avait été nationalisée par Allende. Cette seule entreprise prenait à son compte 85% des recettes des exportations du Chili, dans les années 1980. »² Naomi Klein se trompe quand elle écrit que la Codelco avait été nationalisée. L'entreprise a été fondée en 1966, par l'État. Cette année-là, le gouvernement Frei a transformé le Bureau du cuivre de l'État en une compagnie minière publique. Donc, dès le début, la Codelco appartenait à l'État.

Toutefois, au sein du clan Pinochet, il y a eu un conflit, au sujet de la Codelco: des friedmaniens et des militaires voulaient s'en débarrasser. Caputo : « Ils voulaient dénationaliser la Codelco et la vendre à des entreprises privées. Mais Augusto Pinochet s'y opposait. À un certain moment, il a même interdit de parler de la Codelco. Pourquoi ? La chose a été expliquée plus tard par José Piñera, ministre sous Pinochet. Ce dernier savait que les militaires se chamaillaient à propos de l'entreprise publique. Un groupe était partisan de la privatisation, mais il y avait aussi des militaires qui s'y opposaient farouchement.

D'après Piñera, Pinochet craignait une « guerre sainte ». C'est pourquoi il a interdit d'aborder la question. D'après Caputo, cela a dû se passer vers 1980.

La junte était désormais confrontée à un dilemme. Elle voulait attirer des investissements étrangers dans le secteur minier. Mais ils ne venaient pas. Même avec la junte au pouvoir, les investisseurs étrangers ne faisaient pas confiance au Chili. Il faut savoir que, selon la Constitution, l'État est le patron de toutes les mines: « l'État dispose de la gestion complète, exclusive, inaliénable de toutes les mines. » C'est ce que le Front populaire a fait inscrire dans la Constitution.³ En raison de cette disposition, les investisseurs privés ne se risquaient manifestement pas à se lancer dans l'exploitation minière au Chili. Ils craignaient que l'État puisse taxer lourdement leurs activités.

José Piñera, que l'on vient de citer, devait trancher le nœud. Il est le frère de Sebastian, le milliardaire qui, en 2010, est devenu président du Chili. Fin 1980, le dictateur désigne José Piñera au poste de ministre des Mines. Il débarque avec une solution que même les économistes néolibéraux les plus convaincus n'auraient osé imaginer. La formule magique de Piñera a un nom : la Pleine Concession. Elle sera annoncée en 1981 par la junte militaire et signée par Pinochet. Le concept de la Pleine Concession est absolument unique au monde. Il signifie que l'État cède des portions du territoire chilien à des entreprises privées. Celles-ci peuvent en faire ce que bon leur semble. Elles peuvent exploiter le territoire, le revendre, le céder en gage pour un emprunt, l'hypothéquer et même le léguer, tout comme une propriété privée, à leurs descendants en guise d'héritage. Le concessionnaire reçoit le plein droit de propriété. Le droit est accordé pour une durée indéterminée. L'expropriation est quasi impensable. Mais, si ce risque se présentait quand même, le concessionnaire serait entièrement dédommagé. Les dommages et intérêts équivalent au montant total que le concessionnaire peut gagner « pendant la durée de vie de toute la mine ». Dans la pratique, il s'agit de 50 ans, d'après Piñera.

Imaginez donc : une société minière reçoit une Pleine Concession et estime qu'elle peut en tirer du cuivre pendant cinquante ans ; puis, au bout de cinq ans, l'État reprend la concession ; dans ce cas, la société peut se faire rembourser de ce que la mine sous concession aurait pu lui rapporter pendant 45 ans.

³ « *El Estado tiene el dominio absoluto, exclusivo, inalienable e imprescriptible de todas las minas* », cité dans Caputo, Orlando et Galarce, Graciela, *La Nacionalización del Cobre Realizada por Salvador Allende y la Desnacionalización del Cobre en Dictadura y en los Gobiernos de la Concertación*, mars 2008, p. 13.

¹ Kornbluh, Peter, *O.c.*, p.424

² Klein, Naomi, *La stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre* (Actes Sud, 2008).

Ce concept de la Pleine Concession, estime Orlando Caputo, est anticonstitutionnel. Il est en effet en contradiction avec le principe selon lequel l'État a les pleins pouvoirs sur les mines. Actuellement, ce principe figure toujours dans la Constitution chilienne. Grâce à cette mesure, le Chili est toutefois devenu une destination sûre pour ceux qui veulent investir des capitaux privés. Dès que la Pleine Concession a été annoncée pour l'exploitation minière, les capitaux étrangers ont commencé à affluer. Les héritiers de Pinochet ne veulent pas y toucher. Si quelqu'un a le malheur de montrer du doigt la Pleine Concession, ils menacent aussitôt: ne touchez pas à ce statut, sinon les capitaux quitteront à nouveau le Chili. « Comme si cela faisait la moindre différence », dit Orlando Caputo. Même si des capitaux étrangers sont investis dans les mines de cuivre, selon lui, le Chili n'en tire rien.

La preuve la plus flagrante de ce qu'avance Caputo a été fournie voici quelques années à peine. C'est la fameuse affaire de La Disputada de las Condes. Elle montre comment les concessionnaires privés marchandent avec les propriétés de l'État et y gagnent gros, tout en mettant en même temps l'État sur la touche.

La Disputada de las Condes était une petite entreprise avec trois propriétés : les mines de cuivre de Los Bronces, d'El Soldado et de la fonderie Chagres. On y trouve des capitaux franco-belges mais, en 1960, La Disputada passe aux mains de la firme française Peñarroya. En 1972, le gouvernement du Front populaire rachète presque entièrement les parts de la firme française, qui n'en gardent plus que 10%. En 1978, la situation change à nouveau.

Cette année-là, le géant pétrolier Exxon débarque au Chili ; c'est la première multinationale à entrer dans le secteur minier sous Pinochet. Exxon rachète alors La Disputada de las Condes en payant 80 millions de dollars. L'achat s'avère excellent.¹ En effet, en 2002, Exxon revend La Disputada à la multinationale britannique Anglo American et ce, pour un multiple considérable du prix : 1,3 milliard de dollars. Le groupe américain Exxon reçoit donc seize fois la somme qu'il avait payée quinze ans plus tôt. La chose est possible, grâce à la Pleine Concession, l'État n'a rien à dire dans l'affaire et ne voit pas le moindre centavo de la transaction. Orlando Caputo : « Toute la période d'Exxon a été une vaste escroquerie. D'année en année, Exxon a prétendu que les installations de La Disputada n'avaient aucune valeur et qu'il avait subi des pertes. Et voilà que La Disputada est revendue avec un bénéfice faramineux. » Exxon a eu recours à une construction subtile pour écouler de l'argent en provenance de La Disputada. Exxon a contracté de

lourds emprunts auprès, notamment, d'une de ses filiales aux Bermudes, ces emprunts permettent de transférer les bénéfices de l'activité minière vers le paradis fiscal.²

En 2002, comme on l'a dit, La Disputada passe aux mains d'Anglo American, une multinationale britannique aux racines sud-africaines. Anglo a rebaptisé La Disputada, qui va désormais s'appeler Anglo American Sur. Pendant dix ans, Anglo ne va pas être dérangé. Et c'est alors que la Codelco frappe à la porte. La Codelco a une option pour prendre une participation dans le complexe Anglo American Sur. En octobre 2011, la Codelco fait savoir qu'elle veut réaliser cette option.

La Codelco veut une participation de 49% et, à cet effet, est disposée à déboursier 6,75 milliards de dollars à Anglo. L'entreprise japonaise Mitsui de son côté devait avancer l'argent à la Codelco. Autrement dit, pour la moitié du complexe Anglo American Sur, la Codelco est désormais prête à payer cinq fois le prix qu'Anglo avait payé dix ans plus tôt. La multinationale n'a cependant nullement envie de tolérer la présence à ses côtés de l'entreprise d'État Codelco dans le management du complexe Anglo American Sur. Anglo American va dénicher un autre partenaire en toute hâte. Un mois après l'initiative de la Codelco, Anglo American riposte de façon inattendue. En novembre 2011, la multinationale fait savoir qu'un autre groupe japonais, Mitsubishi, va acheter un quart du complexe Anglo American Sur pour la bagatelle de 5,39 milliards de dollars.

L'ancienne mine La Disputada ne vaut plus désormais 1,3 milliard de dollars, mais quatre fois la somme que Mitsubishi veut payer, soit 22 milliards de dollars. La Codelco a été prise de vitesse et mise hors-jeu. Le président, le milliardaire Sebastian Piñera et son gouvernement ne font pas un seul geste pour venir au secours de la Codelco. Orlando Caputo est toujours nerveux quand il parle de cette affaire. « C'était vicieusement joué, de la part d'Anglo », dit-il, « mais avec ce genre de multinationale, il ne faut pas s'attendre à autre chose. Par contre c'était également un sale jeu de la part du gouvernement. Car qu'a-t-il fait ? Qu'a fait le président Piñera ? Il n'a pas bloqué Anglo American, il est allé négocier avec elle ! » La Codelco, une entreprise nationale qui, en théorie, prend à cœur l'intérêt public, a participé à la surenchère.

Il y avait désormais quatre camps, dans la partie : Anglo American, Mitsubishi et Codelco en partenariat avec Mitsui. Dans le courant de 2012, ils parviennent à un accord. Anglo American conserve le contrôle du complexe Anglo American Sur, avec 50,1%. Mitsubishi réduit son intérêt à 20,4%. Et la joint-venture Codelco-Mitsui reçoit une participation de 29,5%, pour

¹ Voir, entre autres : Fazio, Hugo, *Mapa actual de la extrema riqueza en Chile*, LOM-Arcis-CENDA, Santiago, 1997.

² Kolb, Robert W., *Encyclopedia of business ethics and society*, SAGE, Thousand Oaks, 2008.

laquelle elle va toutefois encore payer 2,8 milliards de dollars. Anglo American remporte la victoire sur un coup de maître.

Los Bronces: quel gâchis

Quelques jours après mon entretien avec Orlando Caputo, je rencontre, à Santiago, des mineurs de la mine de Los Bronces. Los Bronces est la partie la plus rentable du complexe Sur d'Anglo. Nous nous retrouvons au syndicat des travailleurs du cuivre, la Confederacion de los Trabajadores del Cobre (CTC). Le syndicat organise un rassemblement de deux jours. Y participent également des syndicalistes de la métallurgie et du secteur de l'énergie. Ils sont répartis en une poignée d'organisations syndicales. Ils vont à nouveau tenter de se réunir en un seul syndicat.¹ Los Bronces est située en altitude dans les montagnes, à 3500 mètres au-dessus du niveau de la mer. Pendant une bonne partie de l'année, il y a de la neige. L'oxygène est rare à cette altitude, on cherche son souffle au moindre effort. Anglo emploie plus de 5200 personnes. « Quinze cents sont en service chez Anglo », explique le syndicaliste Rodrigo, « les autres travaillent pour des sous-traitants, bon nombre d'entre eux comme journaliers. » La plupart effectuent une rotation «7-6», sept jours de travail, six jours de repos. Chaque jour de travail, Rodrigo emprunte un petit autocar à Santiago, qui le conduit là-haut et le ramène ensuite. Septante kilomètres à vol d'oiseau entre la ville et la mine. La journée de travail de Rodrigo dure onze heures, trajet aller et retour compris. La mine a produit 365.000 tonnes de cuivre en 2012. Anglo est occupé à l'agrandir. La production doit s'accroître de 200.000 tonnes par an ! Aux périodes de pic, Los Bronces serait alors la cinquième mine de cuivre au monde. En raison de l'expansion, Anglo augmente la pression. C'est pourquoi, actuellement, l'agitation règne en permanence à Los Bronces. En 2013, après une grève, quatre-vingts personnes ont

été licenciées. « Anglo ne rigole pas avec ça », explique Rodrigo. « En Afrique du Sud, ils ont abattu 34 personnes, lors d'une grève dans une de leurs mines. ». J'entends le même argument dans

la bouche d'autres syndicalistes. Mais ce n'est pas exact. Rodrigo parle de la fusillade de Marikana, en août 2012 en Afrique du Sud. Mais Anglo n'est pas propriétaire de cette mine. Plus tard, j'envoie l'information correcte par courriel à Rodrigo.

La fragmentation syndicale est un lourd handicap. « Chez un sous-traitant, où travaillent 300 personnes, ils ont trois syndicats », raconte Rodrigo. Pour le site entier de Los Bronces, il y en a des dizaines. Tous les syndicats, modestes ou importants, se font harceler. Ils ripostent, via la justice. En 2011, 75 entreprises de divers secteurs ont été condamnées pour leurs pratiques antisyndicales. Le morcellement et le harcèlement des syndicats sont des réminiscences de la dictature. Jusqu'en 2013, Cristian Cuevas a été à la tête de la Confédération des mineurs du cuivre. C'est alors qu'il s'est présenté comme candidat à la Chambre des députés, dans le nord du Chili où se situent les mines les plus importantes.

Cuevas défiait une loi obsolète de Pinochet. Au Chili, les syndicalistes ne peuvent toujours pas entrer en politique. Cuevas a persévéré.

Là, maintenant, il est devant moi.² Un militant convaincu, avec un discours clair. Il est homosexuel, et on l'a coincé à ce propos, durant la campagne électorale. « C'est exact », déclare Cristian Cuevas, « ils ont essayé de me faire chanter. » Qui ça, « ils » ? « Des services de la police chilienne », répond-il, « ils m'ont téléphoné, ils allaient crier sur tous les toits que j'étais homo. Un gay qui prend la parole au nom des mineurs. Ils pensaient que ces machos de mineurs allaient alors décrocher.

Historique du maquignonnage autour de La Disputada de los Bronces

Antécédents		
<ul style="list-style-type: none"> - 1862 : découverte - 1916 : la Compañía Minera Disputada de Las Condes débute l'exploitation - 1960 : devient propriété de la Société Minière et Métallurgique de Peñarroya (France) – Trois sites : La Disputada/Los Bronces (mine), El Soldado (mine), Chagres (fonderie) - 1972 : Enami (Empresa Nacional de Minería) achète La Disputada de Las Condes – Peñarroya garde 10 pour 100, avec option pour l'État 		
Le maquignonnage		
<ul style="list-style-type: none"> - 1978 : Pinochet lève l'option (10 %) et vend La Disputada pour 80 millions de dollars à Exxon Minerals (USA) – Clause stipulant qu'Enami peut racheter 49 % - 2002 : Exxon vend La Disputada pour 1,3 milliard de dollars à Anglo American (GB) – Nouveau nom : Anglo American Sur - 2011 octobre : Codelco veut lever une option de 49 % et est disposé à payer 6,75 milliards de dollars – Mitsui se charge du financement - 2011 novembre : Anglo American vend 24,5 %, pour 5,39 milliards de dollars à Mitsubishi – Anglo Sur/La Disputada vaut des lors désormais 22 milliards de dollars 		
Accord 2012		
Mitsubishi 20,4 %	Anglo American 50,1 %	Codelco & Mitsui 29,5%

¹ Le premier Encuentro Nacional Minero Metalurgico y Energetico s'est tenu à Santiago-du-Chili les 19 et 20 mars 2014. Pour un rapport plus détaillé, voir : Custers, Raf, *Syndicale mijlpaal Chili : mijnen, metaal en energie coördineren acties*, Dewereidmorgen.be, 20 mars 2014.

² L'entretien avec Cristian Cuevas a eu lieu le 17 mars 2014 à Santiago de Chile. Cuevas s'était fait accompagner par quatre autres dirigeants syndicaux de la CTC.



Quel mauvais calcul ! » Cuevas a obtenu 12.807 voix, soit plus de 21%, excellent résultat mais pas assez pour obtenir un siège. En plus, la loi citée ci-dessus lui aurait de toute façon interdit de siéger.

À diverses reprises, je rends visite à Cristian Cuevas à la CTC. Un jour, je suis témoin d'un incident. Alors

que j'attends dans l'étroit couloir et que je relève mes genoux pour chaque personne qui passe, on sonne et une patrouille de la police entre. Ils sont trois. Le premier pose des questions, le deuxième prend des notes, le troisième communique avec le commissariat. Ils veulent savoir s'il est exact qu'une réunion va avoir lieu ici et veulent également la liste des partici-

pants. On leur demande un peu de patience. Quelques minutes plus tard, Manuel Ahumada les reçoit. C'est le successeur de Cristian Cuevas. Par la suite, il apparaît qu'Ahumada a fait photographier l'entretien. Les photos sont tout de suite visibles sur le site internet de la CTC avec, comme commentaire : «le syndicat n'apprécie guère cette visite, il s'agit d'une intimidation».

Je reçois les détails d'Ahumada en personne, un quadragénaire avec une coiffure des années soixante et qui dissimule les cernes sous ses yeux à l'aide de larges lunettes solaires. Le syndicat, me dit-il, a annoncé une nouvelle grève à Los Bronces. Cette fois-ci la CTC veut arracher un accord collectif pour tous les travailleurs du site d'Anglo American. Mais, encore une fois, la loi chilienne l'interdit. Le Code du travail (qui, vous vous en doutez, date de l'époque de Pinochet) interdit les accords par mine. Il ne permet les négociations qu'au niveau de l'entreprise. Donc, une négociation avec Anglo dans un premier temps et, ensuite, autant de négociations séparées qu'il y a de sous-traitants à Los

Bronces. Pour la CTC, c'est un test. « C'est voulu que la police apparaisse précisément maintenant », dit Ahumada. « D'après moi, elle a été tuyautée par Anglo American. Ce genre de pratiques, nous les subissons en permanence. » À Los Bronces, il s'ensuit des escarmouches verbales ainsi qu'une grève. Fin mars 2014, les mineurs d'Anglo American arrachent un accord. Il vaut pour tous les sites (cinq) d'Anglo dans le pays et pour tous ceux qui y travaillent. Un fait unique, au Chili.

Par moments, nous sortons du Chili, pour retourner quelques semaines en Argentine, puis revenir à nouveau au Chili, dans le nord. Le trajet pour sortir se déroule difficilement. Pour la première fois, notre minibus doit affronter un véritable col de montagne. De Santiago, nous roulons une heure vers le nord et, arrivés à la petite ville de Los Andes, nous bifurquons vers l'est, à la rencontre de la Cordillera. Dès lors, le chemin grimpe à travers la vallée du Rio Blanco. Nous passons la nuit dans le village de Rio Blanco, à 1420 mètres d'altitude, à la dernière station d'essence avant la frontière. Le cours d'eau quitte alors la route principale. Si nous la suivons, nous allons déboucher sur Andina, la mine sœur de Los Bronces.

Andina et Los Bronces sont des sœurs siamoises. Elles entretiennent une relation conflictuelle tant avec l'environnement qu'entre elles. Ce sont deux puits énormes qui creusent dans un seul et même gisement de minerai. Andina se situe entre 3700 et 4200 mètres d'altitude, Los Bronces est un peu plus bas. Sur les photos aériennes, la région est souvent enneigée et c'est du coup la première difficulté : plus haut, il y a des glaciers et ceux-ci retiennent de l'eau fraîche. Comment faire pour qu'ils restent intacts, avec une activité industrielle aussi énorme à proximité ? C'est précisément pour cette raison qu'un peu plus au nord, un combat est en cours contre la mine de Pascua Lama C'est une mine d'or de la firme canadienne Barrick Gold. Elle est entourée de dizaines de glaciers. Sous la pression des protestations massives, la justice chilienne y a fait cesser les activités.¹

Andina et Los Bronces sont séparées par une frontière administrative, entre la région de Valparaiso et la région métropolitaine. Ce sont les cartographes qui, un jour, en ont décidé ainsi. Mais même si elles sont situées l'une près de l'autre, elles se font aussi concurrence. Anglo American contrôle Los Bronces, la Codelco est propriétaire de Andina. Los Bronces est principalement aux mains du privé, Andina dans celles de l'État.

Pour les deux siamoises, il serait beaucoup plus sain qu'elles aient le même papa. Cela coûterait un tas d'argent en moins. Actuellement, on gaspille des milliards en double

¹ Pour plus d'informations sur les protestations concernant Pascua Lama, voir : *Debunking Barrick*, protestbarrick.net, avril 2013.

transport. La Codelco et Anglo transportent toutes deux du cuivre, mais via deux canaux distincts. La Codelco utilise un train, Anglo une canalisation. Le train de la Codelco, je l'ai vu à deux reprises, dans la vallée du Rio Branco. Il descend prudemment, sans hâte, de la mine d'Andina vers la petite ville de Los Andes, le long d'un trajet capricieux de viaducs et de tunnels dont l'aménagement a coûté pas mal de vies humaines. Chaque train remorque une file quasi interminable de wagons plats avec, sur chaque wagon, quatre cuves contenant du minerai de cuivre brut. Les patrons de Los Bronces procèdent autrement. Ils veulent absolument leur propre canalisation de transport. Ils ont fait construire deux mineroductos, des canalisations de 56 kilomètres de long, partant de la station de chargement à 3400 mètres d'altitude et, après avoir franchi trois tunnels, elles débouchent sur une usine de transformation dans la petite ville de Las Tortolas (à peu près à la même altitude que Los Andes). Les canalisations ont un diamètre de 61 centimètres. Par la tuyauterie la plus ancienne, on peut écouler 3200 tonnes de boue par heure, par la nouvelle, 4500. La boue est un mélange d'eau et de minerai contenant du cuivre. La composition peut varier, d'une partie d'eau avec deux parties de minerai ou l'inverse, deux parties d'eau et une partie de roches.¹ À Las Tortolas, le métal (cuivre) est extrait des roches. L'eau extraite de la boue est récupérée et de nouveau pompée vers le haut via une troisième canalisation. C'est du moins ce que prétend Anglo American.

Je ne sais pas combien a coûté ce système de canalisations. Fallait-il le construire alors qu'il y avait le train? N'aurait-il pas été beaucoup plus sensé et moins onéreux d'évacuer aussi le cuivre de Los Bronces via le site d'Andina et par la voie ferrée? Le train progresse prudemment et est donc plus sûr. Les canalisations d'Anglo, par contre, ont déjà connu des fuites, à proximité du village de La Esmeralda.² Pourquoi ne pas simplement réunir Andina et Los Bronces? Les multinationales ont leur logique, elles laissent le moins possible au secteur public. En outre, dans les concessions, elles font ce qu'elles veulent, et c'est certainement le cas avec les Pleines Concessions au Chili.

¹ Moore, Paul, *Piping hot*, International mining 87, avril 2012.
² (SEREMI), *Informe incidente ambiental. Rotura mineroducto Los Bronces – Las Tortolas, Diciembre 3, 2006.*

Notre premier grand saut, de l'autre côté d'un vrai col andin, ressemble davantage à un saut à cloche-pied. Après une nuit à Rio Blanco, à un jet de pierre de la mine d'Andina, nous grimpons. La route passe sous des galeries en béton qui protègent des chutes de pierres. Non loin de Juncal, le moteur se met à chauffer. Je me gare le long de la route. À côté de nous, des voitures et des camions s'arrêtent. Une file se forme progressivement. Les chauffeurs attendent de pouvoir continuer en groupe. Je vais voir l'obstacle qui entrave la circulation. Ce

sont les fameux *caracoles*, tout bien compté vingt-neuf virages successifs en épingle à cheveux. On a aménagé ces *caracoles* afin de contourner un mur de décombres de près de 700 mètres qui, ici, a comblé la vallée il y a une éternité. Au-delà des *caracoles*, c'est la station de sports d'hiver de Portillo qui nous attend, à 2880 mètres. Mais, bien que le moteur ait refroidi, nous ne nous hasardons pas à poursuivre notre chemin. Nous faisons demi-tour vers Los Andes, où un mécanicien sort le thermostat du moteur. En théorie, l'eau de refroidissement circule alors plus aisément. Mais, le lendemain, lors de notre



Congrès des syndicats des mines, de la sidérurgie et de l'énergie en vue d'une réunification, Santiago 19 mars 2014.

deuxième essai, nous échouons une fois de plus au pied des *caracoles* avec un moteur en surchauffe. Cette fois, nous retournons carrément à Santiago. Nous y dénichons un spécialiste des radiateurs. Il constate qu'il est vraiment corrodé. Il va en fabriquer un nouveau et l'installer. Cela va prendre quelques jours. Plusieurs jours après les deux précédentes tentatives, nous traversons Los Andes pour la troisième fois, nous faisons signe aux préposés aux pompes à Rio Blanco - nous commençons à bien la connaître, cette route tout en lacets - et, en une seule fois, nous franchissons les *caracoles*, après quoi la route s'élargit considérablement, et ce, jusqu'à la frontière chilienne.

Le col, le Paso de los Libertadores, est à 3100 mètres d'altitude. Mais la route internationale vers l'Argentine passe sous le col, par un tunnel. Un deuxième tunnel est désaffecté. Il était traversé naguère par le Trasandino, un train international. Une fois en Argentine, nous découvrons à notre gauche une vue panoramique du volcan Aconcagua, le plus haut sommet andin, à 6959 mètres. C'en est alors terminé des sommets escarpés. Du côté argentin du col, la montée en direction du Chili est nettement moins raide. Le paysage qui nous fait face descend désormais au travers de larges vallées. La route descend



progressivement. Elle croise régulièrement la voie ferrée désaffectée. Des structures de bois et de métal qui protégeaient les

rails de la neige, il ne reste plus que des vestiges. Le Trasandino est une splendeur passée. Dans les années 1980, l'Argentine et le Chili ont eu un litige à propos de la ligne ferroviaire, pour les coûts d'entretien et les investissements nécessaires. Les deux pays menaient à l'époque une politique ultralibérale. Ils ont vendu à l'encan les réseaux ferroviaires à des entreprises privées. Les privatisations ont porté un coup mortel au Trasandino. Aucune société privée ne voulait maintenir en service et exploiter un train transfrontalier. Le service public a été remplacé

par le transport privé. Des autocars long-courriers et des camions sont venus en lieu et place. Désormais, c'est le transport routier privé qui détient le monopole. Aujourd'hui, les pays de l'Amérique du Sud reconnaissent leur erreur. Ce qui ne signifie pas encore qu'ils en tirent les leçons. Ils étudient les routes de transport qu'ils doivent améliorer. Plus vite s'effectue le transport, mieux l'économie tourne. Tel est le raisonnement. Les pays collaborent sous la coordination de l'IIRSA, « l'Initiative pour l'intégration de l'infrastructure en Amérique du Sud ». Le logo de l'IIRSA fait penser au prestidigitateur qui, via une formule magique, entrelace des anneaux dorés l'un dans l'autre. Il y a six anneaux et chacun représente une zone de l'Amérique du Sud, un hub, dans le jargon des technocrates. Le col des Libertadores, entre le Chili et l'Argentine, tombe dans le hub Mercosur-Chili. Au sommet du col, on doit construire un bâtiment moderne pour la douane et la police des frontières, où elles pourront régler plus rapidement les formalités.¹ Pour le nouveau bâtiment, il y a déjà de l'argent,

il est financé par l'État. On a également pensé à une nouvelle liaison ferroviaire.

Quant à savoir si elle viendra, c'est loin d'être certain. Car le projet est onéreux. Il faut percer un tunnel ferroviaire « de 30 à 50 kilomètres de long » qui puisse être utilisé toute l'année. Mais l'État ne peut pas intervenir financièrement, le nouveau tunnel ferroviaire devrait être financé uniquement par de l'argent privé.² Des voix critiques estiment que l'IIRSA verse dans le néocolonialisme. Selon elles, la plupart des projets n'ont qu'un but : sortir des matières premières le plus rapidement possible du continent. En Afrique, il existe également un programme à grande échelle pour améliorer l'infrastructure. À son propos, on entend les mêmes critiques, à savoir que les hubs et les corridors sont des services pour les producteurs de matières premières et qu'ils sont orientés vers les ports de l'exportation. L'écrivain américain Paul Theroux a voyagé un jour de Boston, aux États-Unis, vers le sud profond de l'Argentine.³ Theroux avait tout fait en train. C'était en 1975. Il a entre autres décrit le trajet à bord du PanAmerican Express, de La Paz en Bolivie à Tucuman dans le nord de l'Argentine. Parfois, le train faisait halte pour quelques jours avant de reprendre le voyage. Dans le nord de l'Argentine, le train s'arrêtait en territoire « indien » : à Humahuaca, Tilcara, Purmamarca. Nous y sommes passés avec notre minibus. Il y a un trafic routier permanent, mais le train ne passe plus. À Humahuaca, des commerçants ont installé des échoppes au beau milieu de l'ancienne voie ferrée. Il s'agit d'une régression déconcertante. À Purmamarca, je bavarde avec Miguel Leño, le secrétaire municipal. Nous parlons du PanAmerican Express. Il a été supprimé aux alentours de 1990, quand les mines de la région ont été mises à l'arrêt, car, selon Leño, quelque 4000 personnes travaillaient à l'époque dans l'exploitation minière de Purmamarca. Ensuite, le village s'est consacré au tourisme. « Ah ! Si nous avions encore le train, nous aurions plus de touristes », explique Leño. Le tourisme, admet-il, a également des inconvénients. « Dans le temps, Purmamarca faisait beaucoup dans l'horticulture, avec des légumes, des fruits. Mais les jardins ont été occupés par des hostelleries et, aujourd'hui, la nourriture vient d'ailleurs. » Entre le nord de l'Argentine et par-delà la frontière du Chili, nous franchissons à plusieurs reprises le tropique du Capricorne. Aussi les planificateurs de l'IIRSA ont-ils appelé cette zone le *hub* du Capricorne. S'ils peuvent concrétiser leurs plans, des trains devraient pouvoir rouler ici, de l'Atlantique au Pacifique.

¹ *Integración de la Infraestructura Regional Suramericana (IIRSA)*, novembre 2012.

² *AIC 2005-2010. Implementation Agenda based on Consensus 2005-2010. Assessment Report July 2010.* ³¹ *Strategic Projects on Integration of South America.* IIRSA, 2010.

³ Theroux, Paul, *The Old Patagonian Express*, Ed. Hamish Hamilton, Londres, 1975.

¹ *Optimization of the Cristo Redentor border crossing system. UNASUR Integration Priority Project Agenda (API). Progress Report, Iniciativa para la*

En Argentine, ils sont occupés à remettre des vieilles lignes en état. Elles feront la jonction avec une ligne ferroviaire chilienne toute prête et déjà utilisée. Elle relie Socompa, à la frontière argentine-chilienne, et la ville d'Antofagasta, sur le Pacifique. Ici, la critique est fondée : cette voie ferrée ne sert plus qu'à emporter les richesses naturelles. La voie ferrée est la propriété du clan Luksic, la plus riche famille du Chili. Elle doit sa fortune aux mines qu'elle a réunies au sein d'une société : Antofagasta Minerals.

Antofagasta: L'extraction brute du privé

La ville d'Antofagasta offre une vue maussade. De l'océan, souffle de la brume, mais elle ne peut rien contre le plateau et reste suspendue au-dessus de la ville. La pauvreté sur la plage. Des gens qui n'ont presque rien séjournent dans des tentes à la Playa Paraiso. Le paradis, ce n'est pas tout à fait ça. Un complexe commercial affreux tourne le dos à la mer. Des lions de mer sur les pontons entre les chalutiers du port de pêche.

Ils ont toutefois décoré un peu le *Barrio Historico*, le vieux centre-ville. Sur les façades d'une rangée de maisons, on a peint le quai d'une gare ferroviaire. De loin, elles semblent réelles, ces scènes avec des hommes et des femmes qui attendent un train, des porteurs coltinant des sacs d'« or blanc », comme on appelait le salpêtre en son temps. Sur le trottoir, il y a la statue d'un homme qui conduit un mulet. À ce coin de rue, les lignes de chemin de fer rejoignent celles du FCAB, le *Ferrocarril de Antofagasta a Bolivia*. L'un dans l'autre, 900 kilomètres de voie ferrée, depuis les bassins miniers de l'intérieur du pays et même de Bolivie, jusqu'aux navires amarrés à Antofagasta. En temps voulu, la circulation routière est interrompue pour laisser passer un train. Le train est chargé de tôles de cuivre ondulées. Il traverse le centre-ville pour se rendre au port. Le cuivre si précieux passe ici à une allure de tortue et sans la moindre surveillance.

Un ancien dépôt a été aménagé en musée en plein air. Le FCAB y a aussi des bureaux. Don Sergio Saez m'accorde un entretien. J'avais demandé à voir un porte-parole du FCAD et on me propose de rencontrer ce monsieur. Il ne dit mot. Il ne répond que par des lieux communs. Le précurseur du FCAB a été fondé par les Britanniques, mais « ils n'ont pas bien dirigé la société, ils avaient trop de personnel en service » et, « Aujourd'hui, la firme fonctionne bien, grâce aux restructurations. »

Ici, le chemin de fer et le commerce de matières premières se sont développés ensemble. D'abord, aux alentours des années 1850, le guano était très recherché - de gros amas de fiente d'oiseaux agglutinée sur les petites îles en face de la côte - et exporté comme engrais pour l'agriculture. Quand l'agriculture s'est industrialisée et modernisée, elle est passée

au salpêtre, pour le fumage. On trouvait beaucoup de salpêtre dans le désert d'Atacama, dans le nord du pays. On le remarque aux écaillures rappelant le sel sur les accotements de la route. Il ne faut pas creuser très profondément, pour trouver du salpêtre.

Dans le vaste arrière-pays d'Antofagasta sont apparues de nombreuses exploitations de salpêtre. Il y en a eu jusque trois cents. Le long des grands-routes de la province, on rencontre sans arrêt des vestiges de salpêtriers, des cités de maisons ouvrières, ainsi que des décharges des terres qu'on a retournées pour accéder au salpêtre. Les usines ont souvent été fondées avec des capitaux britanniques. Pour transporter le salpêtre vers les ports de l'exportation, les Britanniques avaient également fait aménager des voies ferrées. « Et c'est alors que le Chili est entré dans l'une des périodes les plus prospères de son développement », puis-je lire dans une petite brochure du FCAB que me remet don Sergio. Les exportations de matières premières restent le fer de lance de l'économie chilienne. Cela s'appelle le développement.

Le clan Luksic a profité de cette évolution. Cela a commencé avec Andronico Luksic, l'aïeul. Dans les années 1990, il partageait ses affaires entre deux firmes. Il le faisait aussi, comme on a pu le voir dans l'affaire SwissLeaks, pour contourner subtilement le fisc.¹ La branche Quiñenco a des tentacules dans le monde bancaire, dans l'énergie et dans des brasseries et elle est propriétaire de la CSAV, l'une des plus grosses compagnies de transport maritime de l'Amérique du Sud. Les mines et les chemins de fer du FCAB ont été repris dans la société Antofagasta Minerals. Cette société a son adresse officielle à Londres, où elle collecte également du capital en bourse. Mais Antofagasta, c'est du grand capital authentiquement chilien. Elle appartient à 65% au clan Luksic. C'est également la plus grande entreprise d'exploitation minière privée chilienne. Antofagasta Minerals possède quatre mines, dans la région d'Antofagasta (la Deuxième Région), qui fournit de loin la plus importante production minière du pays. Les mines d'Antofagasta Minerals produisent pour l'exportation, surtout du cuivre.

Mines d'Antofagasta Minerals, 2013

Mines du Groupe	Participations en %	Tonnes
Michilla	74,2%	38.300
Centinella	70%	277.500
Los Pelambres	60%	405.300
Total		721.200

Source : Reporte anual 2013-14, Consejo Minero.

¹ Skoknic, [Francisca](#) & Guzman, [Juan Andrés](#), *De Luksic a Abumohor: Millonarios en la mira del SII por cuentas en el HSBC en Suiza, Ciperchile*, 8 février 2015.

L'un dans l'autre, quelque 720.000 tonnes en 2013. Mais il y a du cuivre et du cuivre. De la production totale, 80% vont comme minerai non traité ou concentrat de cuivre. Le concentrat n'est même pas du cuivre brut, c'est du minerai qui a été rincé et qui contient du cuivre, généralement une teneur de 30%. Le concentrat doit être fondu et raffiné pour obtenir le métal de cuivre. Il reste alors les cathodes de cuivre, ce sont des plaques de cuivre que l'on voit traverser à Antofagasta sur les wagons de chemin de fer du FCAB. Les cathodes de cuivre sont encore des produits semi-finis, mais elles ont une teneur en cuivre de 99,99%.

À Antofagasta Minerals, 20% seulement de la production est constituée de ce genre de semi-produits. Les cathodes de cuivre sont ensuite transformées en véritables produits finis, tels des conduits en cuivre ou du fil de cuivre, pour des applications dans l'électronique, les appareils de conditionnement d'air, les voitures ou les habitations. Cette transformation s'effectue surtout en dehors du Chili, dans les industries de pointe du riche Nord. Antofagasta Minerals pourrait transformer le cuivre au Chili et créer ainsi des milliers d'emplois. Mais, dans ce cas, la firme devrait investir dans des usines. Le clan Luksic n'y est pas favorable.

Le clan gagne en effet gros, avec le cuivre : 2,4 milliards de dollars en «cash net» en 2012, 1,3 milliard de dollars en 2013, dont 937 millions ont été versés aux actionnaires.

En dehors d'Antofagasta Minerals, il y a surtout des petites exploitations familiales. En 2010, le monde entier avait retenu son souffle à propos de l'évacuation de 33 mineurs. Le groupe s'était retrouvé bloqué au fond de la mine de San José, après un éboulement souterrain. Il avait fallu trois fois 33 jours avant qu'ils ne soient ramenés sains et saufs à l'air libre. La remontée des « 33 » avait secoué les imaginations. Hollywood en avait tiré le film « The 33 », avec un casting de première pour les rôles principaux : l'acteur Antonio Banderas, en tant que Mario Sepulveda, qui s'était affirmé comme le meneur des « 33 », et l'actrice Juliette Binoche, en tant qu'héroïne du sauvetage. San José était une mine dangereuse. Quelques mois avant la catastrophe, elle avait même été fermée. Mais bien vite on l'avait rouverte. C'était une petite mine, exploitée par une entreprise familiale. Le propriétaire était endetté jusqu'au cou. Il ne pouvait plus assurer l'entretien de la mine. Peu après le sauvetage des « 33 », un groupe de femmes s'étaient enfermées, à 900 mètres de profondeur, dans une mine de charbon du sud du Chili. Cette mine était à l'arrêt. Les femmes étaient 33, elles aussi. Elles protestaient parce que le gouvernement avait mis un terme à un programme qui donnait du travail à des personnes qui avaient perdu leur emploi, après le tremblement de terre de 2010. Quelque 9.500 personnes avaient alors perdu leur

allocation. Cela s'était déjà produit plus tôt, avec 8.000 autres. Les femmes exigeaient que le gouvernement aide des milliers d'allocataires, comme il l'avait fait pour les mineurs délivrés de San José.

Groupe d'Antofagasta (en dollars)

Antofagasta	2013	2012
Chiffre d'affaires	5,971 mia	6,7 mia
EBITDA	2,7 mia	3,8 mia
Cash net	1,311 mia versé 937 mio	2,4 mia

Source : Antofagasta Plc, Annual Report and Financial Statements, 2013.

Les grandes mines du Chili sont surtout aux mains d'importants groupes miniers étrangers. Toutes les multinationales suivent la même stratégie : elles extraient le minerai du sous-sol du Chili, mais n'en traitent qu'une petite partie au Chili même.

Petits et grands exploitants miniers (production de cuivre en tonnes, 2013)

Grandes entreprises	5.461.320	93,%
Moyennes entreprises	306.507	5,5%
Petites entreprises	83.293	1,5%
Production totale de cuivre	5.851.120	

Source : Sernageomin, 2013

Tout comme Antofagasta, elles emportent du Chili plus de concentrats que de produits semi-finis. Les chiffres le montrent bien. De tout le cuivre produit par les grands exploitants miniers privés en 2013, 36% ont été traités (pour en faire des cathodes) et 64% sont restés non traités (avant qu'ils ne quittent le pays sous forme de concentrats).

Rendons cet aperçu le plus complet possible. La production de cuivre au Chili est une affaire de grandes entreprises. Dans ce groupe, ce sont les entreprises privées qui opèrent le plus. Elles prennent à leur compte 70% de la production totale. Mais, outre ces grands exploitants privés, on trouve l'entreprise d'État, souvent citée, la Codelco. Elle se charge de 30% de la production totale. Mais, et c'est remarquable, elle suit une tout autre politique pour la transformation. À la Codelco, les proportions

Grands producteurs de cuivre (Reporte anual 2013-14, Consejo Minero)

Société	Part	Partenaires	Opération/Filiale	
Anglo American Plc/UK	99,99%		Mantos Blancos	54.600 t (cuivre fin)
	99,99%		Mantoverde	56.800 t (cuivre fin)
	50,10%	JV Codelco-Mitsui (29,5%), Mitsubishi (20,4%)	El Soldado	51.500 t (cuivre fin)
			Chagres	145.200 t (anodes de cuivre)
			Los Bronces	416.300 t (cuivre fin)
	44%	Glencore (44%), JCR (12%)	Doña Ines de Collahuasi	444.509 t (cuivre fin)
Antofagasta Minerals/Chile-UK	74%	Inversiones Costa Verde (15,3%), autres	Michilla	38.300 t (cathodes de cuivre)
	60%	Marubeni Corp (30%)	Los Pelambres	405.300 t (cuivre fin)
	70%		Centinela	277.500 t (cathodes de cuivre et concentrats)
BHP Billiton/UK-Aus	100%		Pampa Norte	224.680 t (cuivre fin)
	57,7%	Rio Tinto/UK (30%), autres (12,5%)	Minera Escondida	1.193.680 t (cuivre fin)
CODELCO/Chile, propriété de l'État	100%		Radomiro Tomic	379.589 t (cuivre fin)
	100%		Chuquicamata	339.012 t (cuivre fin)
	100%		Gabriela Mistral	128.170 t (cuivre fin)
	100%		Ministro Hales	33.572 t (cuivre fin)
	100%		Salvador	54.242 t (cuivre fin)
	100%		Andina	236.715 t (cuivre fin)
	100%		Ventana	(cathodes)
	100%		El Teniente	450.390 t (cuivre fin)
	68%	Acrux (joint-venture avec Mitsui)	Voir : Anglo American	
Freeport-McMoranCopper&Gold/USA	80%	Sumitomo (20%)	Candelaria	167.976 t (cuivre fin)
	80%		Ojos del Salado	23.386 t (cuivre fin)
	51%	Codelco (49%)	El Abra	155.670 t (cuivre fin)
Glencore/Switz-UK	100%		Lomas Bayas	74.000 t (cathodes)
	100%		AltoNorte	309.000 t (cathodes)
	100%		Altos de Punitaqui	11.800 t (concentrats de cuivre)
	44%	Anglo American (44%), JCR (12%)	Voir : Anglo American	
JX Nippon/Jap	66%	Pan Pacific Copper (avec Mitsui Mining & Smelting, 34%) and Mitsui (22,63%)	Minera Lumina/Caserones	lancement
KGHM/Poland	100%		Franke	22.000 t (cuivre fin)
	55%	Sumitomo Metal (31,5%), Sumitomo Corp (13,5%)	Sierra Gorda	130.000 t (cuivre fin)
Teck/Can	90%	Enami (10%)	Carmen de Andacollo	76.800 t (concentrats)
	76,50%	Inversiones Mineras (13,5%), Enami (10%)	Quebrada Blanca	56.200 t (cathodes)

de concentrats et de produits semi-finis sont précisément inversées. La Codelco produit surtout les produits semi-finis que sont les cathodes et les blisters, soit 67,7% de sa propre production de cuivre. Le reste consiste en concentrats. En d'autres termes, ici, la Codelco fait bel et bien ce qu'on attend d'une entreprise publique, elle prend la peine de transformer le cuivre en produits semi-finis. Pour autant que la capacité le permette, car la Codelco a trop peu de fonderies et de raffineries pour traiter au Chili, toute sa production de cuivre.

Comment peut-on expliquer cette situation ? Pourquoi la compagnie de l'État transforme-t-elle le cuivre au Chili, et pourquoi le privé préfère-t-il ne pas le faire ? Je rends visite à Gustavo Tapia, de la *Federacion Minera de Chile*. Je l'ai rencontré à Santiago auprès de ses collègues du syndicat des mineurs CTC. La *Federacion* de Tapia organise les mineurs dans le nord. C'est surtout dans le bassin de Sierra Gorda que les conflits s'accumulent. On y a lancé plusieurs nouvelles mines. Peu de temps auparavant, une entreprise de montage qui travaille en sous-traitance pour le secteur minier a licencié 5.000 personnes qui faisaient grève afin d'arracher une convention collective.

Tapia me donne rendez-vous dans son bureau, dans le pavillon Colombia. Il s'agit en fait d'un immeuble de logements, dans lequel la *Federacion Minera* loue un petit appartement. Agustin Latorre Riso, un *ancien*, vient s'asseoir avec nous. Tapia et Latorre sont catégoriques : les exportations de concentrats sont du vol, les exploitants miniers privés volent le Chili !

Agustin Latorre : « Vous savez qu'il n'y a que 30% de cuivre, dans les concentrats. Les exportateurs paient des taxes à l'exportation pour ces 30% de cuivre. Pour le reste, ils ne paient rien, car c'est du matériel prétendument stérile et sans valeur. Mais tout le monde sait que, dans ce matériel stérile, il y a encore d'autres métaux et minéraux, comme de l'or, de l'argent, du molybdène. À ce sujet, personne ne bouge. Certainement pas les exportateurs, et encore moins notre État. C'est pourtant une énorme perte pour le pays. Prenez le molybdène, qui sert à faire de l'acier dur. La Codelco en produit aussi. Et la vente de

ce molybdène lui permet de payer tous ses frais. C'est donc une petite marchandise précieuse. Comment estimer la quantité de molybdène qui quitte le Chili via les concentrats? Impossible à deviner. Peut-on vérifier ce que le Chili gagnerait, si nous imposions toutes les exportations de molybdène et donc celui qui se trouve aussi dans les concentrats ? »

Je leur demande pourquoi le Chili ne peut-il tout simplement pas obliger les exploitants miniers à construire des usines où ils transformeraient le minerai brut en métal de cuivre ? Ce genre de mesures est imposé dans d'autres pays, comme l'Indonésie ou le Congo. Les produits semi-finis valent plus que

les concentrats. Les caisses de l'État gagnent par conséquent davantage à l'exportation de produits semi-finis qu'à celle de concentrats. En 2010 et 2011, la production totale de cuivre consistait pour moitié (52%) de produits semi-finis (cathodes et cuivre raffiné), mais ces produits semi-finis représentaient toutefois 68% de la valeur du cuivre exporté.¹ Donc, si on exporte davantage de produits semi-finis, les rentrées fiscales du Chili augmenteraient.

Gustavo Tapia : « Dans ce cas, cela suppose toutefois un revirement politique total. Notre État veut des investissements dans l'exploitation minière et il n'impose pas de conditions aux investisseurs. Ils investissent comme ils l'entendent. La politique n'est pas orientée vers l'industrialisation. Cela remonte à la dictature. Avant la dictature, nous avions encore une industrie qui transformait les matières premières en biens de consommation. Mais la dictature a anéanti cette branche de l'industrie. Dix ans après le coup d'État, l'industrie de transformation était retombée au niveau des années 1930, avant la Seconde Guerre mondiale. Les investissements qui viennent aujourd'hui au Chili ne servent pas à construire des usines. Ils servent à emporter plus de matières premières. Et notre État laisse faire ! » Je vérifie une fois encore les statistiques. Elles confirment ce qu'on m'a raconté à la *Federacion Minera*. D'année en année, des milliards d'investissements affluent ici, près de 13 milliards de dollars en 2009, plus de 30 milliards en 2012.

¹ Cantaloptos Araya, Jorge, *Mineria en cifras*, Consejo minero, 2013.

Production de cuivre des grandes entreprises, par produits

	Cathodes	Bulles de cuivre avec 98.5-99.5% de teneur en cuivre	Concentrats	Production totale de cuivre
Grandes firmes privées	36%		63,9%	3.839.693 t (70,3%)
Codelco	59,3 %	8,4 %	32,1 %	1.621.627 t (29,6%)
Total	2.483.927 (45%)	2.976.209 (54,5%)	5.461.320 t	

Source : *Sernageomin AR 2013*

Une grosse partie va dans l'exploitation minière : 46% en 2008, même 60% en 2011, la moitié en 2012.¹ Le reste, ce sont surtout des investissements dans les services, une petite partie seulement dans l'industrie de transformation, à savoir 3,7% des investissements étrangers en 2010 et 6,9% en 2011.² Il existe toutefois sept fonderies, dont cinq de l'État et deux seulement de multinationales étrangères (Chagres d'Anglo American, Altonorte de Glencore). Ces investissements ne servent cependant pas à créer des industries de transformation. Le Chili n'institue pas en ce sens.

La dictature a désindustrialisé le Chili. Ensuite, l'exploitation primaire des matières premières a été favorisée. Le centre de gravité du secteur s'est déplacé des entreprises publiques (la Codelco et l'Enami pour les petites exploitations) vers le privé. Cela vaut également pour l'exportation de cuivre. En 1985, la Codelco prenait encore 80% de l'exportation à son compte, contre 20% pour les multinationales. Mais, vingt ans plus tard, la proportion est inversée. On n'en était plus qu'à 10% pour la Codelco, contre 90% pour les multinationales.³

Un pays qui tolère cela pratique l'automutilation. De ce fait, le Chili perd des dizaines et des dizaines de milliards. Orlando Caputo et Graciela Galarce ont fait le compte. Entre 1994 et 2003, les dix principaux exploitants miniers ont payé environ 1,15 milliard de dollars d'impôts sur les bénéficiaires. Mais, pour la même période, ils ont renversé 2,7 milliards de dollars de pertes cumulées, qu'ils ont introduits comme frais dans leur déclaration fiscale. Il s'agit probablement de pertes simulées. Les multinationales disposent de techniques, pour ce faire. Pensons à Exxon à La Disputada. Les bénéficiaires réalisés au Chili sont ainsi transformés en faux frais, mais, en fait, acheminés vers un paradis fiscal.

Cela a dû être le cas avec les multinationales minières au Chili. Car, toujours pour cette même période (1994-2003), elles ont exporté 20,7 millions de tonnes de cuivre fin du Chili. Ce volume, au prix de 3,5 dollars la livre, valait au total « la somme incroyable de 160 milliards de dollars ». Placez à côté les impôts effectivement payés et la conclusion saute aux yeux : les multinationales minières étrangères emportent les matières premières et cèdent au Chili des broutilles sur ce qu'elles gagnent.⁴

¹ Idem, O.c.

² *Foreign direct investment*, Economic Commission for Latin America and the Caribbean, 2013, p. 54.

³ Caputo, Orlando et Galarce, Graciela, *La Nacionalización del Cobre Realizada por Salvador Allende y la Desnacionalización del Cobre en Dictadura y en los Gobiernos de la Concertación*, maart 2008, p.19.

⁴ Caputo, Orlando et Galarce, Graciela, *La desnacionalización del cobre nacionalizada por Salvador Allende, une étude pour le compte de la Coordinadora Sindical del Cobre, à l'occasion du 37^e anniversaire de la nationalisation de l'industrie du cuivre, juillet 2008, p. 2.*

Le privé et l'État opèrent l'un à côté de l'autre, dans le secteur minier. Le Consejo Minero, le club des grandes entreprises minières, parle même de convivencia, comme s'il existait une cohabitation agréable entre les deux. C'est une caricature de la réalité. Car, alors que le privé vit de ses rentes, la Codelco se donne beaucoup de mal. Entre 1971 et 2007, la Codelco a rapporté au total 62 milliards de dollars au Chili. Durant la même période, toutes les entreprises privées mises ensemble n'ont même pas payé la moitié de ce montant en impôt sur le bénéfice. Vous lisez bien : toutes les entreprises privées ensemble, y compris les banques, les compagnies d'assurance, les fonds de pension, les firmes minières, les commerçants, les sylviculteurs, les industriels, les pêcheurs et tout ce que nous pouvons imaginer dans le secteur privé. Le calcul provient une fois encore du couple Caputo-Galarce. S'il en est ainsi, s'ils ne sont ici que pour se remplir les poches, les investissements étrangers ne sont dans ce cas pas nécessaires et ils ne peuvent se justifier en aucune façon. Telle est leur conclusion aussi lucide que radicale.⁵

Calama: Codelco, le privé dirige

La Codelco est-elle un modèle de bonne gestion ? Nous nous rendons dans la ville minière de Calama. À proximité se trouve « Chuqui », en toutes lettres Chuquicamata, de loin la plus grande mine de cuivre du monde à ciel ouvert, mais, sur le plan de la production, la mine est dépassée par celle d'Escondida. L'opérateur d'Escondida est le géant britannico-australien BHP Billiton. En 2013, Escondida a produit pas moins de 1,2 million de tonnes de cuivre, plus que toutes les mines de la Codelco mises ensemble et environ quatre fois plus que Chuqui. Escondida, nettement plus récente, est un gisement de minerai d'une richesse exceptionnelle que l'on exploite au moyen de techniques plus modernes.

Nous approchons de Calama en fin d'après-midi. Le soleil flotte sur l'horizon. En dessous: le smog lointain et les lumières de ce qui ne pouvait être que le complexe industriel de Chuquicamata. Nous dénichons une pension où il reste une chambre. Au réfectoire, on sert le souper à des travailleurs. Certains viennent directement du travail, ils portent encore leurs salopettes fluo. Nous voilà donc parmi des mineurs. Car la ville de Calama vit de la mine de Chuqui. Des centaines de travailleurs de la mine y sont logés en permanence. Ce sont leurs firmes qui paient. C'est pourquoi passer une nuit à Calama est quelque chose d'exclusif et d'onéreux. Les sociétés minières tiennent coûte que coûte les intrus à l'écart de leurs concessions. À la Codelco, on est un peu plus souple. À Calama, ceux que la chose intéresse peuvent visiter la mine. Et rares sont les visiteurs à Calama qui louperaient cette attraction.

⁵ Caputo, Orlando et Galarce, Graciela, *La desnacionalización...*, O.c., juillet 2008, p. 2.

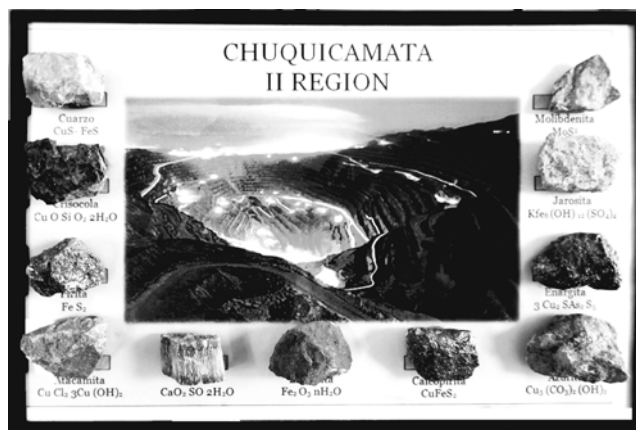
En bordure de la ville, nous sommes reçus dans un centre de visite. On nous y fournit des vareuses et des casques et nous montons à bord d'un autocar. Le périple au travers du site minier est surprenant. Nous ne pouvons descendre qu'une seule fois du car, au bord de la fosse gigantesque que nous pouvons contempler dans toute sa profondeur depuis une plate-forme. La plus grande mine à ciel ouvert du globe terrestre, elle mesure 5 kilomètres de longueur, 3 kilomètres de largeur et fait près d'un kilomètre de profondeur. Voilà un siècle déjà qu'on y creuse. Le périmètre supérieur ne cesse de s'élargir. Le long de la paroi du cratère, des pistes mènent vers le bas. Des grappins y arrachent le minerai de la montagne et les chargent à bord de camions. Ceux-ci coltinent alors leur chargement vers le haut. Chuqui est synonyme de gros chiffres. Près de cent camions y opèrent. Il s'agit de camions gigantesques. Leurs pneus ont la hauteur d'une maison.

Chaque camion peut charger 400 tonnes de pierres. Ils mettent deux heures pour effectuer le trajet de 11 kilomètres, qui va du fond, jusqu'au périmètre supérieur de la mine. Ils consomment 3100 litres de mazout par jour. Le coût est élevé pour la Codelco, bien trop élevé. En 2012, la compagnie a décidé d'aller sous terre. Cette nouvelle phase sera opérationnelle en 2020. Alors, Chuqui ne sera plus exploitée à ciel ouvert, mais via des tunnels. Les gisements le permettront largement. Chuquicamata fait en effet partie d'un massif de collines disposées les unes contre les autres et où il y a du cuivre partout. La Codelco opère massivement, via plusieurs mines. Au nord de Chuquicamata, elle exploite encore les mines Radomiro Tomic et Gabriela Mistral et, au sud, la compagnie a ouvert la mine de Hales. Le minerai afflue vers les usines de transformation de Chuqui. Là, on extrait le métal de cuivre, ainsi que le molybdène¹. Les gravillons stériles se retrouvent sur des montagnes de déchets de plus en plus énormes.

Face à cette expansion, Chuquicamata, la ville, a dû déménager elle aussi. Cela s'est fait il n'y a pas si longtemps. Les derniers quartiers ont été désaffectés voici dix ans. Auparavant, tous les mineurs de Chuqui résidaient dans cette cité minière. Mais le logement y était malsain. Des décennies durant, ils ont avalé la poussière et les fumées de la mine et de l'usine de transformation. Au 21^e siècle, ce n'était plus tenable. La cité de

¹ De ces rentrées, la Codelco finance ses activités courantes.

Chuqui a fermé et les gens ont déménagé pour Calama, à une dizaine de kilomètres de là. Calama n'était pas prête à les accueillir, la ville est pleine comme un œuf. Et cela coûte cher de s'y loger. Je rencontre dans sa boutique de papeterie Alejandro Alvarez Vargas, qui a écrit l'histoire de la ville. Ses propos sont cinglants. À Chuqui, les travailleurs habitaient dans des maisons de la firme ; quand ils ont déménagé pour la ville, ils ont dû se débrouiller pour trouver un logement. Certes on a construit des habitations supplémentaires, explique don Vargas, mais en nombre nettement insuffisant. Par contre, ce qu'on a vu apparaître en un temps record, c'est un énorme complexe commercial, où toutes les chaînes de magasins très chères sont les unes sur les autres. « Falabella, Tutto, Jumbo, Esay, Paris : tous, ils courent après notre argent. »



Souvenir de Chuquicamata, la plus grande mine à ciel ouvert du monde

Le maire Esteban Velazques Nuñez exhibe un pin's de la Codelco à la boutonnière de sa veste. Ceux qui lui rendent visite sauront que le sort de la ville est étroitement lié à la mine. Oui, la mine crée de la richesse. « Mais le Chili a un système centraliste et la richesse produite ici disparaît du côté de la capitale », lâche l'alcalde. « Le mépris envers le nord existe toujours. Dans le temps, c'était un territoire étranger, et ça continue à jouer. Du côté de Santiago, on fait bien trop peu pour nos régions. » Le maire poursuit : « Ici, la Codelco emploie directement quelque 6.000 personnes. Mais, à Calama, c'est un va-et-vient continu de milliers d'autres gens qui travaillent dans ou autour des mines et qui ont des contrats temporaires. Ils n'habitent pas ici en permanence. Mais, quand ils sont ici, ils utilisent toutefois nos équipements publics et ceux-ci ne sont pas prévus pour cela. » C'est pourquoi des fonds sont nécessaires pour le développement structurel.

Le maire chiffre cela. D'après lui, l'un dans l'autre, ce sont quelque 50.000 contractuels temporaires, qui font différentes tâches à Chuqui. Le double des « fixes », ça peut se concevoir, mais dix fois plus ? Ensuite, il y a là à l'œuvre une myriade de petites firmes. La Codelco doit s'en prendre à elle-même. L'entreprise publique mène identiquement la même politique que les firmes du privé. Tout ce qui ne fait pas partie de ses tâches essentielles, de son core business, est sous-traité. Avec ceux-ci, la Codelco conclut des contrats temporaires. Les firmes les moins chères décrochent les contrats. Pour obtenir

les contrats, les sous-traitants compriment leurs coûts. Elles font travailler les gens en noir, ne leur donnent pas de bons vêtements de travail, louent les services de journaliers, paient au lance-pierres et elles travaillent même avec leurs propres sous-traitants, jusqu'à ce qu'il se constitue ainsi une cascade de sous-traitants au détriment des travailleurs.

Le principal commanditaire devrait assumer ses responsabilités, il devrait imposer à ses sous-traitants des codes sociaux et réglementations de travail strictes et les faire respecter. Mais la Codelco fait mine de ne s'apercevoir de rien. Elle a d'autres soucis. En juin 2014, la Codelco met la pression sur les sous-traitants afin qu'ils travaillent encore meilleur marché. La compagnie négocie à ce propos avec 63 des 400 et quelques sous-traitants, annonce le journal *El Mercurio* de Calama. Directive générale : les coûts doivent diminuer. Et pas d'un peu. En deux ans, la Codelco entend sabrer dans ses frais à concurrence d'un demi-milliard de dollars. Je découvre l'explication de ce plan de restructuration dans une présentation d'Ivan Arriagada, directeur financier de la Codelco, datée de décembre 2013.¹ Il énumère une série de facteurs internes et externes. Tout d'abord, les mines de la Codelco sont plus anciennes que la plupart des mines privées du Chili, les veines les plus riches ont été épuisées et la teneur en cuivre des minerais baisse d'année en année. Ensuite, il y a le coût de l'énergie. Au Chili, celle-ci est nettement plus chère que dans les pays voisins et que sur le marché mondial. L'énergie représente entre 7 et 11% de l'ardoise totale des frais de la Codelco, et les camions, gros consommateurs de mazout, n'en sont qu'une partie. Tout cela dévore les rentrées. Un autre facteur critique est le prix du cuivre. En 2014, il s'est complètement effondré. Et il n'y a guère de perspective d'amélioration. L'économie mondiale fonctionne au ralenti, et la demande pour le cuivre chilien s'affaiblit considérablement.

La compagnie d'État s'apprête toutefois à faire d'importants investissements. Elle entend faire passer la production à plus de 2 millions de tonnes de cuivre par an. Pour cela, il faut injecter de l'argent frais. À Chuquicamata uniquement, il s'agit déjà de 5 milliards de dollars pour la mine souterraine et la modernisation des installations. « La productivité doit augmenter », déclare le directeur Arriagada, « les frais doivent diminuer. » Arriagada fait explicitement allusion aux sous-traitants, ils doivent s'efforcer de travailler meilleur marché. Les rentrées de la Codelco diminuent. Mais les explications de la direction ne convainquent pas tous les Chiliens. L'économiste Julian Alcayaga dit carrément que la Codelco ment, il accuse même de fraude les hautes instances de l'entreprise d'État.

J'ai entendu parler d'Alcayaga pour la première fois quand nous étions encore en Uruguay. La journaliste Eliana Gilet, de *La Brecha*, m'avait mis sur sa trace. Elle avait interrogé Alcayaga à propos d'Aratiri, le projet de mine d'or dans le centre de l'Uruguay. Alcayaga avait été clair. Ce projet n'allait pas rapporter un centime à l'État uruguayen. Au Chili aussi, des syndicalistes ont cité Julian Alcayaga comme une source précieuse. Durant l'été 2014, il présente une analyse remarquable. La Codelco vient à peine de faire connaître ses résultats du premier semestre. Les chiffres sont mauvais. Après déduction des coûts, il ne reste que 1,3 milliard de dollars de la vente du cuivre. Durant ces six mois, on a produit 4% de cuivre en plus qu'au cours du premier semestre 2013, mais le bénéfice brut (avant déduction des impôts) a baissé de plus d'un quart. Une fois de plus, c'est le directeur financier Ivan Arriagada qui vient s'exprimer devant la presse.²

Julian Alcayaga, lui, débarque avec une version radicalement différente. D'après lui, la Codelco a « égaré » des millions. « C'est », écrit-il, « le pire résultat de l'histoire de la Codelco, si on tient compte du volume de la production et du niveau du prix du cuivre. »³ La Codelco déclare avoir gagné 5 milliards de dollars de la vente de cuivre. Au prix courant, cela aurait dû être 5,4 milliards, ajoute Alcayaga. La différence est de 389 millions. Où est passé l'argent ? « Nous ne le savons pas », écrit l'économiste, « on ne peut l'établir à partir des résultats publiés. » Mais Alcayaga a de forts soupçons. Il déduit d'autres chiffres que les rentrées sont en baisse depuis des années déjà. Pour 2006, elles s'élevaient encore à plus de 17 milliards de dollars, alors qu'à l'époque la production et le prix étaient inférieurs ; pour 2013, les rentrées n'atteignent pas tout à fait 15 milliards de dollars, « alors que, selon le prix du marché, elles auraient dû dépasser les 19 milliards. » Pour l'ensemble de 2013, il manque donc selon lui 4 milliards de dollars. Il voit une explication : La Codelco vend son cuivre en dessous du prix du marché international, « ce qui est interdit par la loi ».

Pourquoi cette « fraude » ? Pour mettre l'entreprise d'État hors circuit. Cette stratégie vise à une privatisation rampante de la Codelco. Car, plus les résultats seront mauvais, plus haut le secteur privé clamera qu'il peut mieux faire. Comment de telles pratiques sont-elles possibles à la Codelco ? On trouve à la tête des managers qui entretiennent des liens avec des multinationales privées. Au Chili, on les appelle los Zorros, les renards...

Depuis 2009, le grand patron de la Codelco n'est plus désigné par le chef de l'État chilien, mais par le comité de direction. En mars 2010, le président (milliardaire) Sebastian Piñera

² *Codelco output rises but lower copper price eats into profit*, Reuters, 1^{er} septembre 2014.

³ *Alcayaga, Julian, Codelco: continua el planificado descalabro de la Estatal*, <http://www.defensadelcobre.cl>, 3 septembre 2014.

¹ Ivan Arriagada, *Proyecto Estructural Productividad y Costos (PEPC)*, Seminario Ministerio de Minería y COCHILCO, 17 décembre 2013, 31 diapositives.

nomme une nouvelle direction qui, elle-même, désigne Diego Hernandez comme nouveau PDG (Chief Executive Officer (CEO)) de la Codelco et Thomas Keller comme vice-président des finances. Ce sont des managers issus du monde des affaires internationales. Les conflits d'intérêts ne manquent pas. Ici.

Ces managers déterminent à tour de rôle la destinée de l'entreprise publique Codelco. Mais ils ont appris la gestion au sein de multinationales privées. Et, après un petit saut à la Codelco, ils rebondissent dans le secteur privé, en amenant avec eux toutes les informations internes et autres secrets d'entreprise qu'ils ont collectés à la Codelco. La Codelco n'a pas de secrets pour ses concurrents du privé (en premier lieu, Antofagasta Minerals du clan Luksic). Le contraire n'est pas vrai. Vue sous cet

angle, l'accusation de Julian Alcayaga tient la route. Les entrepreneurs et les hommes politiques réclament des réformes structurelles et les privatisations en sont la pierre angulaire. Sans ces réformes, leur économie (privée) ne peut continuer à fonctionner. Au Chili, il n'en va pas autrement. Les entrepreneurs du privé tournent des regards envieux vers les possessions de la Codelco. Ils trouvent des alliés dans les partis de droite et conservateurs. Ils veulent la privatisation et la préparent. Julian Alcayaga accuse la direction de la Codelco de jouer la carte de leurs anciens (et futurs) patrons du privé. Fin 2013, il dépose une plainte pour fraude auprès de la justice chilienne. Il fait alors part de ses présomptions: on a vendu, à des prix inférieurs à ceux du marché, du cuivre à Anglo American, au service de laquelle le PDG Thomas Keller avait travaillé pendant douze ans (à

Administrateurs navetteurs (les « Zorros ») de la Codelco

Nom	CODELCO	Avant CODELCO	Après CODELCO
Diego Hernandez Cabrera	CEO, 5/2010–5/2012	BHP Billiton - 4/2004-5/2010	Antofagasta Minerals, - CEO DivMinera, 8/2012-8/2014
Thomas Keller Lippold	VP administration & finances, 2010-2012 CEO, 6/2012-6/2014 (licencié)	Doña Ines de Collahuasi, - VP 1995-2001 - CEO 2001-2007 Cencosud, 2007-2008 Brookfield Asset Man., 2008-2010	Colbun (Energia), - 10/2014 – aujourd'hui
Nelson Pizarro Contador	CEO, 8/2014 -	Exxon (La Disputada de la Condes), 1975-1990 CODELCO - Andina, 1990-1994 - Chuqui, 1995-1998 Antofagasta Minerals - Los Pelambres, 1998-2003 CODELCO - VP, Norte, 2003-06 Minera Lumina (JX Nippon e.a.), 2006	
Ivan Arriagada Herrera	VP administration & finances 12/2012-12/2014	Shell - 2002-2005 BHP Billiton - VP 2005-2007 - Dir. 2007-2010 - VPOps 2010-2011 - VPSpence 2011-2012	Antofagasta Minerals - CEO (depuis le 3/12/2014)

Sources : lapuertagiratoria.cl, CODELCO

Doña Ines de Collahuasi). Le directeur des ventes de la Codelco, Rodrigo Toro, a également travaillé à Anglo American plus tôt.

Alcayaga a émis d'autres accusations. Entre 2006 et 2012, la Codelco a subi 4,67 milliards de dollars de pertes du fait d'une spéculation sur le marché à terme du cuivre. Ce fait a été rendu public par un homme politique du parti de droite, l'UDI. Les hautes instances de la Codelco ont donc galvaudé des milliards d'argent public. Le nouveau gouvernement de la présidente Michelle Bachelet fait-il table rase du passé ? En juin 2014, Thomas Keller est licencié en tant que PDG de la Codelco. Mais, deux mois plus tard, c'est Nelson Pizarro Contador qui prend la direction de la firme d'exploitation minière. Pizarro est aussi un homme du privé. Il a débuté chez Exxon (à La Disputada), il est aujourd'hui du clan Luksic. Il a travaillé précédemment à la Codelco, à Andina (où il a fermé l'hôpital et le cinéma) et à Chuquicamata, où il a licencié 1800 travailleurs statutaires. Leurs places ont été reprises par des contractuels de la sous-traitance. C'est une autre façon de privatiser les activités de la Codelco. De la sorte, la classe supérieure du Chili a de plus en plus d'emprise sur ce secteur clé de l'économie.

À Chuquicamata, la situation s'éclaircit pour moi. Le cuivre est sans contester le poumon économique du Chili. En 1970, le Chili produisait près de 700.000 tonnes de cuivre ; à la fin des années 1980, deux fois plus. Après la dictature, le secteur connaît une croissance très forte, en grande partie soutenu par des capitaux étrangers. C'est alors que la production a doublé en quelques années. Depuis plusieurs années déjà, le Chili produit un tiers du cuivre mondial. On peut comparer la situation à celle du secteur pétrolier. Il y a quelques années, l'OPEP, le cartel des pays producteurs de pétrole, prenait à son compte un tiers de la production de pétrole brut. Mais, à lui seul, le Chili produit en cuivre ce que les onze pays de l'OPEP produisent en pétrole.¹

Le pays en tire cependant peu d'avantages. La Codelco fournissait 85% de la production en 1980; vingt-cinq ans plus tard, elle n'en fournissait plus qu'un tiers. L'entreprise publique a été dépassée par les multinationales privées. Celles-ci occupent donc de plus en plus de place. Et ce qu'elles cèdent à l'État chilien n'est rien comparé aux impôts de la Codelco. Dans les années 1990, la Codelco a payé trois fois plus d'impôts que l'ensemble des dix plus grosses multinationales minières. Celles-ci ont profité de lois fiscales permissives. L'argent qu'elles investissaient au Chili, elles l'empruntaient à des filiales et elles portaient les remboursements en compte comme frais, qu'elles pouvaient déduire de leur déclaration fiscale. Avec de telles pratiques, elles encourageaient des pertes comptables. En réalité, elles réalisaient des bénéfices importants.

¹ En 2012, l'OPEP prenait à son compte 43 pour 100 de la production mondiale de pétrole brut. *BP Statistical Review of World Energy*, juin 2013.

Des masses d'argent quittent donc le pays, sans que cela rapporte quoi que ce soit au Chili. Mais, et c'est un fameux paradoxe, le Chili est aujourd'hui plus dépendant du cuivre qu'il ne l'était il y a dix ans. En 2003, le cuivre représentait 40% des exportations ; en 2013, c'était 60%. Les investissements vont à l'exploitation minière et à la vente au détail. L'industrie de transformation a été liquidée par la dictature. Elle n'attire plus guère de nouveaux investissements. À l'instar de bien d'autres pays riches en matières premières de nos jours, le Chili souffre de «re-primarisation» : le secteur primaire (dont les activités se limitent à extraire les matières premières et à les exporter) se développe au détriment de l'industrie de transformation et du secteur des services. Cette situation est sans avenir. La population en est consciente. Pour rappel : 83% des Chiliens veulent que le cuivre soit renationalisé.

Quand, en son temps, Salvador Allende avait nationalisé le cuivre, c'était la conclusion logique d'une longue quête. Le Chili n'était pas le seul dans le cas. L'un dans l'autre, dans les années 1960 et 1970, quelque 80 entreprises minières étrangères ont été expropriées. Pour le cuivre, en dehors du Chili, la même chose a également eu lieu au Pérou, en Zambie et au Zaïre de l'époque (le Congo-Kinshasa). Dans ces pays, l'opération n'avait rien de contre nature ou de pervers. Bien des pays du Sud venaient d'acquiescer leur indépendance politique. Après des siècles de colonisation et d'impérialisme, ils voulaient s'extraire du pillage et du sous-développement. Qu'est-ce que le développement ? En quelques mots, la chose comprend à mes yeux trois objectifs : satisfaire aux aspirations et besoins de la population désireuse de bien vivre (« Buen Vivir »), l'émancipation et la souveraineté politique, et l'intégration économique (ou la conjonction des secteurs économiques du pays, en partant de ses propres richesses naturelles). Soit dit en passant : Un événement typique de cette vague de liberté a été la fondation de l'United Nations Centre on Transnational Corporations (UNCTC), en 1974. Il étudiait l'impact des entreprises transnationales sur l'économie mondiale. Vers 1990, quand le rouleau compresseur de la mondialisation a vraiment été lancé, l'UNCTC a été supprimé sous la pression des États-Unis.

Le Chili était déjà indépendant depuis un siècle quand l'appel en faveur d'un développement économique autonome s'est fait sentir. C'était dans les années 1920. Le socialiste Luis Emilio Recabarren écrivait à l'époque : « La misère et l'esclavage ne cesseront pas tant que la classe ouvrière peinera sous l'organisation sociale actuelle. Nationalisons les industries extractives. Nationalisons les mines de charbon, les puits de salpêtre, les forêts, le cuivre et l'agriculture et faisons en sorte que l'industrie nationalisée soit gérée par des commissions désignées

par le gouvernement ou par les municipalités. »¹ Un mot encore du salpêtre. Il est devenu le premier produit d'exportation du Chili vers 1900, succédant ainsi au guano, l'engrais provenant des oiseaux. « Le salpêtre du Chili » était vendu mondialement comme engrais azoté : « un produit naturel » !² Il était tout simplement plus efficace que le guano. Et, au Chili, il suffisait de se baisser pour le ramasser. Mais Recabarren avait par conséquent exigé que les puits de salpêtre soient repris aux propriétaires privés, parce qu'ils exploitaient outrageusement la matière première et les travailleurs. Le travail dans les puits était une besogne d'esclave. Le salpêtre brut était détaché à la main, il n'y avait pas encore de machines adaptées. Puis il était acheminé vers des usines. La plupart étaient propriété britannique. Les patrons tenaient leurs travailleurs en otages dans des villages miniers. Humberstone, entre autres, Santiago Humberstone y Santa Laura, pour être complet. Une implantation en plein désert. On en a fait un musée. Un musée misérable (car propriété d'un homme politique local qui entend en tirer de l'argent). Aujourd'hui, les baraques tombent en ruine et les outils sont en train de rouiller. Humberstone permet toutefois de se rendre compte de ce qu'y était la vie. On peut y visiter les fours et les ateliers, les cahutes des travailleurs et le quartier où l'on procédait à l'édification populaire. Il y avait un théâtre et une église où le peuple se faisait inculquer les vertus que sont la gratitude et l'obéissance. Les prêches tenaient les gens calmes, jusqu'au moment où leur patience était à bout. J'ai lu tout cela à Humberstone, dans des rapports de 1946 adressés à la direction. Les surveillants faisaient savoir à l'époque que les gens étaient en grève. Non pas pour des questions de salaire, mais bien parce que, le matin, ils n'avaient rien eu à manger ; ou parce qu'ils voulaient chauffer leurs logis et qu'ils réclamaient des rations de charbon. Pendant des décennies, le Chili a vécu par la grâce des exportations de salpêtre. Mais, dans les années 1920, en Allemagne, on découvrait les engrais chimiques. Le Chili s'est fait évincer du marché. Dans les mines de salpêtre, on a diminué les salaires. Et le gouvernement s'est mis à faire intensivement de la publicité pour le salpêtre dans le monde entier. Les affiches devaient également interpeller les fermiers en Europe. Sur une affiche destinée à la France, on voyait un fermier français, avec béret alpin et moustache, qui épandait à la main du salpêtre du Chili. Une affiche destinée à la Flandre était rédigée en français ! Pourquoi les récoltes étaient-elles si abondantes en Flandre ? Parce que les paysans y épandaient deux fois et demi plus de salpêtre du Chili à l'hectare que dans les autres provinces belges. Je les trouve émouvantes, ces affiches de l'époque.

¹ Caputo, Orlando et Galarce, Graciela, *La desnacionalización ...*, O.c., juillet 2008, p. 1.

² Affiches publicitaires du ministère chilien de l'Agriculture, vues à la bibliothèque publique d'Antofagasta, en juin 2014.

Car le Chili n'a rien pu faire contre la concurrence des engrais chimiques, les exportations de salpêtre chilien ont perdu la bataille. Un nouveau produit d'exportation a pris sa place : le cuivre. Une fois de plus, il est cependant exploité par le capital étranger.

À partir des années 1950, les mines de cuivre du Chili allaient elles aussi faire l'objet d'une revendication de nationalisation. Salvador Allende reprenait l'idée en tant que jeune politicien de gauche et elle n'allait plus la lâcher. Mais, fait plus important encore, l'idée de la nationalisation n'allait pas rester un monopole de la gauche. Vers 1960, tout un large éventail d'hommes politiques, depuis la gauche jusqu'aux libéraux, sont convaincus que le Chili ne pourra être réellement indépendant que lorsqu'il décidera lui-même de l'exploitation de son cuivre. Le partisan le plus chaud, après Allende, était Radomiro Tomic. Il est né dans une famille croate de Calama, la ville minière du Nord. Dans les années 1940 et 1950, il a été deux fois président de la Democracia Cristiana. En 1961, Tomic déclarait au Sénat : « Nous proclamons et répétons que nous voulons être un État souverain. Et pas seulement souverain pour la forme, mais dans les faits. Eh bien, dans ce cas, il va de soi que le contrôle du cuivre doit se trouver aux mains des pouvoirs publics de l'État chilien. Et non aux mains des entreprises étrangères. »³

Compensation: pas question

Dans sa maison à El Quisco, c'est avec une certaine nostalgie qu'Orlando Caputo repense à cette époque. Il avait 24 ans lorsqu'il a fait la connaissance de Salvador Allende, en 1964. Pour la troisième fois, Allende tentait sa chance à la présidence. Il était le candidat du parti socialiste. Les deux hommes se sont rencontrés dans le Train de la Victoire. C'est ainsi qu'Allende parcourait le pays (à l'époque, on pouvait encore atteindre par train les coins les plus éloignés du Chili).⁴ Caputo était membre de la Jeunesse communiste et venait de terminer ses études d'économiste. Six ans plus tard, Allende devenait président. C'était une époque révolutionnaire. Tous ceux qui avaient un tant soit peu d'expertise, servaient le Front populaire. Orlando Caputo s'est ainsi retrouvé dans l'œil du cyclone. Le président Allende avait fait de lui son commissaire gouvernemental au sein de la direction de la Codelco.

C'était le branle-bas de combat, se souvient Orlando Caputo. Il était clair que le gouvernement voulait se rendre rapidement maître de l'industrie du cuivre. Mais comment allait-il procéder ? Il ne le savait pas exactement. Une telle intervention,

³ Idem, O.c, p.2.

⁴ Joris Ivens, *la réalisation hollandaise de films documentaires, était de la partie, comme si souvent en des moments déterminants. Ivens a filmé l'enthousiasme du Tren de la Victoria de 1964. On le sent dans son film, cette glorieuse aventure avait mis le pays à feu et à sang, pour une Deuxième Indépendance.*

allant directement aux racines du système économique, ne s'improvise pas. Depuis les années 1950, on avait acquis une grande expérience. « Mais le noyau de l'affaire », explique Orlando Caputo, « a été les dédommagements. Devions-nous payer un dédit, oui ou non, aux entreprises américaines ? » Il me retourne la question : « Que ferais-tu, si tu étais président ? » Je lui renvoie la balle : « Cela ne dépend-il pas, primo, de la force qu'on a sur le moment et, secundo, de ce que les entreprises ont gagné dans les mines ? » Le Chili était sûr de son affaire. Le pays n'était pas seul. Dans le monde entier, du Vietnam à la Palestine, des pays luttèrent pour leur liberté. Au Chili même, le débat faisait rage depuis vingt ans déjà : À qui appartient le cuivre, du Chili ? À qui doit-il appartenir ? Les hommes politiques de gauche et du centre étaient sur la même longueur d'onde. La population s'était forgé une opinion. Bref, la majorité des Chiliens était pour la nationalisation. Mais avec ou sans dédommagements ? « Nous avons fait nos calculs », explique Caputo en insistant, « les grandes multinationales ne recevraient pas de dédommagements. » Un an après sa victoire électorale, le président Allende reprenait aux exploitants américains Anaconda et Kennecott leurs mines au Chili. Toutefois, la Cerro Corporation, une entreprise américaine de moindre calibre, et la firme française Peñarroya, propriétaire de La Disputada, étaient bel et bien dédommagées.

« Le programme d'Allende était très progressiste », raconte Orlando Caputo, « il était dirigé contre le capital, contre les grands propriétaires terriens et contre l'impérialisme. » Sa tâche à la Codelco n'était pas de propager la nationalisation. Caputo : « Peu après qu'Allende soit devenu président, j'ai assisté à une réunion à La Moneda. Ensuite, nous avons commencé à préparer la nationalisation. Mon contact avec le président était Jorge Araté. Nous devons faire en sorte que la production se poursuive. Car la production de cuivre était la seule source de devises. Mais nous savions que les États-Unis allaient entamer un boycott. Nous utilisions des produits chimiques produits aux États-Unis. Nous devons trouver une solution. Nous savions que, ces derniers mois, les multinationales produisaient le plus possible. Il s'agissait réellement d'un pillage. Elles allaient directement au cœur même des gisements de minerai. Nous étions également soucieux à propos de la situation dans laquelle le management étranger allait laisser les installations. Le rôle des mineurs était aussi important. Les mineurs et bon nombre de dirigeants syndicaux se prenaient à l'époque pour l'aristocratie de la classe ouvrière. Nous devons leur expliquer que le cuivre ne leur appartenait pas, mais qu'il appartenait à tous les Chiliens, ceux des générations actuelles et ceux des générations futures. C'est pourquoi il y a eu toutes sortes de formes de participation, dans des assemblées, des assemblées générales au sein desquelles les syndicats ont collaboré avec d'autres groupes de la société. »

Conclusion

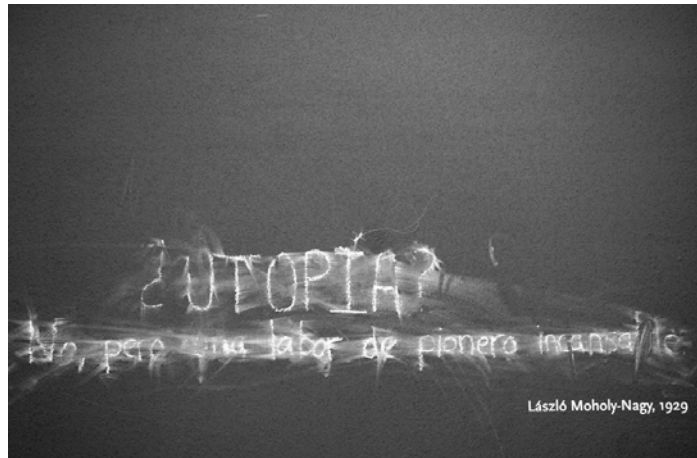
La nationalisation n'est pas un caprice, ni une idée excentrique, ni une tendance anormale de certains hommes politiques à l'esprit dérangé. Aujourd'hui, cette idée heurte pourtant bon nombre d'entre nous. Selon la doxa néolibérale, on ne touche pas à la propriété et au capital privé, car, eux seuls sont en mesure de créer efficacement de la richesse et des emplois. Il est grand temps de sortir de ce carcan dogmatique. Il est temps de reposer la question de la propriété des matières premières. La nationalisation est un instrument d'une plus grande démocratisation de l'économie. C'est ce que m'a appris mon l'expérience chilienne.

J'y vois une restriction. En Afrique du Sud, j'ai appris un autre concept. Là-bas, ils ne parlent pas de nationalisation, mais bien de socialisation. Un mot vaut l'autre, me direz-vous. Il y a pourtant une différence importante. La nationalisation est une intervention d'un État national. Cet État qui réforme la fiscalité moins pour les riches, plus pour les travailleurs. L'État qui traque les « non-actifs », alors qu'il y a une très grande pénurie d'emplois décents. L'État qui laisse dormir des milliards au lieu d'activer obligatoirement ces fortunes pour créer des emplois et des revenus. Pourquoi confierait-on les leviers économiques à ce type d'État ? La socialisation consiste à nous approprier ces leviers, à nous en tant que communauté sociale. On n'a pas visé bas, je le concède. Mais, je le répète, si, comme actuellement, le système dominant est dans l'impasse, on peut alors se permettre quelque idéalisme. Je remets le concept en question, à El Quisco. Orlando Caputo est d'accord. « La socialisation ? Intéressant », dit-il, « je n'avais jamais considéré les choses sous cet angle. »

Les Chiliens vont devoir faire les choses eux-mêmes. À commencer par ceux qui remontent le cuivre des profondeurs du sol, de même que leurs représentants syndicaux. La question a été discutée à Santiago, en mars 2014, lors du congrès de réunification de la Confederacion de los Trabajadores del Cobre (CTC), le syndicat des mineurs du cuivre. La renationalisation constitue une exigence fondamentale de ce syndicat. « Nos richesses naturelles doivent appartenir au pays de façon inaliénable. C'est un principe d'autodétermination et d'intérêt national », écrivait la CTC à l'époque.¹ Ici aussi, on s'est demandé si, en cas de nationalisation, les multinationales devaient recevoir des dédommagements. « Dans ce cas », dit le document, « nous devons comparer leurs investissements avec les montants qu'ils ont transférés à l'étranger. » Il convient de tenir compte également d'autres facteurs, comme les quantités de concentrats de cuivre qu'ils ont exportées.

¹ Eje n°3. La definición de una política nacional minera, Encuentro nacional minero, metalurgico y energetico, Santiago-du-Chili, 19-20 mars 2014, document du congrès (hard copy), pp. 3-4.

La nationalisation est une démarche de poids. Mais tout n'est pas réglé pour autant. Les exportations de concentrats doivent être mises à l'arrêt. « Il est inacceptable », dit encore la CTC, « qu'une entreprise comme Mitsubishi, qui a beaucoup d'intérêts indirects dans les mines chiliennes, achemine du cuivre du Chili vers les États-Unis pour le fondre et le raffiner dans ses installations. Le Chili doit traiter tous ses minéraux dans le pays. Ce qui compte, c'est que la valeur soit ajoutée à la matière première au Chili. » Cela consiste en ce qu'« un potentiel d'emploi important soit créé et qu'une dynamique productive démarre qui soit orientée vers la récupération de minéraux précieux pour l'économie nationale. »



A Santiago: 'Une utopie? Non un travail incessant de pionnier

Ainsi donc, la CTC a marqué l'année 2014 d'une pierre blanche. Ce raisonnement est aussi vieux que l'industrie minière même. Que des pays puissent disposer de leurs richesses naturelles, pour le bien-être de leur population, me semble logique. Le principe a été repris dans les textes fondamentaux des Nations unies. Pourtant, les pays riches en matières premières, comme le Chili, ne l'ont toujours pas mis en application. La logique et la réalité divergent fortement, d'autant que les camps sociaux sont forts (ou faibles). Combien de temps va-t-il encore falloir attendre avant que le principe se mue en réalité? Jusqu'en 2020, comme l'a déclaré un ancien ministre chilien? Il avait déclaré naguère, dans l'un de ses états d'âme : nous attirons peut-être des milliards en investissements, « mais nous ne sommes pas encore un pays développé ». ¹ « Cela va prendre du temps », me dit Jeremias Olivares Osorio. Il est le président du Sindicato N°2 à Calama. ² Ce syndicat défend les intérêts des travailleurs du cuivre dans les mines de la Codelco dans le nord. « Les besoins sont grands, au Chili », explique Jeremias Osorio. « Nous connaissons une inégalité énorme, dans notre société, il y a beaucoup de violence. De l'argent est nécessaire, pour aborder ces problèmes. C'est pourquoi des réformes en profondeur sont nécessaires, réforme des impôts, mais aussi de la législation du travail.

¹ Webber, Jude, *Prosperity brings its problems*, The Financial Times, 2 octobre 2012.

² L'entretien avec Jeremias Olivares Osorio du Sindicato N°2 a eu lieu le 4 juin 2014 à Calama, au Chili.

La clef de voûte, c'est que les mines, aujourd'hui aux mains du secteur privé, retournent à l'État.

C'est un grand combat. » Vous vous y employez ? « Oui, bien sûr ». Combien de temps, selon vous, cela va-t-il encore durer ? « Comptez trente ans au moins. Cela ne va pas se régler à court terme. » Trente ans ? J'arrondis vers le bas ; dans ce cas, les Chiliens récupéreront leurs mines de cuivre vers 2040...